



Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

7^{ème} procès-verbal du Conseil de ville / 7. Stadtratsprotokoll

Séance du mercredi 24 juin 2009 à 18 heures
Sitzung vom Mittwoch, 24. Juni 2009, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg
Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Olivier Ammann, Marc Arnold, Dana Augsburg-Brom, Niklaus Baltzer, Muriel Beck Kadima, Paul Blösch, Andreas Bösch, Urs Brassel, Barbara Chevallier, Marc Despont, Gina Donzé, René Eschmann, Pascal Fischer, Charlotte Garbani, Pierre-Yves Grivel, Samuel Grünenwald, Christoph Grupp, Roland Gurtner, Hanspeter Habegger, Werner Hadorn, Peter Isler, Stefan Kaufmann, Hans-Ulrich Köhli, Thomas Lachat, Teres Liechti Gertsch, Fiorella Linder, Christian Löffel, Claire Magnin, Joseline Marti-Stolz, Peter Mischler, Émilie Moeschler, Franziska Molina, Michèle Morier-Genoud, Peter Moser, Cédric Némitz, Alain Nicati, Pierre Ogi, Maurice Paronitti, Hugo Rindlisbacher, Daphné Rüfenacht, Martin Rüfenacht, Martin Scherrer, Béatrice Sermet-Nicolet, Fatima Simon, Heidi Stöckli Schwarzen, Strobel Salome, Andreas Sutter, Anna Tanner, Ariane Tonon, Martin Wiederkehr, Max Wiher, Sybille Zingg

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Patrick Calegari, Monique Esseiva, Urs Grob, Markus Habegger, Sabine Kronenberg, Alain Pichard, Thomas Rüfenacht, Carine Zuber

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Hans Stöckli, Maire

François Contini, Erich Fehr, Hubert Klopfenstein, Pierre-Yves Moeschler, Barbara Schwickert, René Schlauri, Silvia Steidle

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Olivier Ammann, Président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Pio Pagani, Chancelier ad intérim

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte	Page / Seite
124. Approbation de l'ordre du jour	316
125. Communications du Bureau du Conseil de ville	318
• Décomptes de la compétence de la CDG	318
126. Approbations des procès-verbaux (n ^{os} 14 et 15 du 17 et 18 décembre 2008 et n ^o 1 du 15 janvier 2009)	318
127. Élection d'un membre à la Commission de gestion.....	318
128. Élection d'un membre à la Commission PPP	319
129. Rapport concernant la Commission préconsultative spéciale du Conseil de ville pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade".....	319
Élection de la Commission préconsultative spéciale du Conseil de ville pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade"	322
130. Demandes de contributions 1/2009	323
131. 20090110 Règlement du financement spécial pour une mobilité douce sûre (Discussion générale sur les financements spéciaux)	324
129. Élection de la Commission préconsultative spéciale du Conseil de ville pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade" (suite).....	333
132. Motivation de l'urgence de la motion 20090245, Commission de gestion "Organe municipal de contrôle des finances indépendant.....	335
133. Motivation de l'urgence de la motion 20090244, Max Wiher, Groupe des Verts libéraux, "Variantes de raccordement pour l'orientation 0".....	335
134. Motivation de l'urgence de la motion 20090243, Hans Ulrich Köhli, Groupe des Verts libéraux, "Pas de défrichages inutiles sur l'aire de l'usine à gaz; davantage d'espaces verts et libres sur l'Esplanade".....	336
135. Motivation de l'urgence de la motion 20090242, Hans Ulrich Köhli, Groupe des Verts libéraux, "Inventaire inexistant des objets naturels dignes de protection"	336
136. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090246, Émilie Moeschler, Groupe socialiste, "Quelle répression policière le Conseil municipal accepte-t-il à Bienne?"	336
129. Élection de la Commission préconsultative spéciale du Conseil de ville pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade" (suite).....	337
131. 20090110 Règlement du financement spécial pour une mobilité douce sûre (suite)	338
137. 20090112 Règlement sur les financements spéciaux relatifs à l'imposition des personnes physiques et morales	344
138. 20090114 Règlement sur le financement spécial concernant l'amortis- sement pour le rachat de terrains relatif à l'A5 aux Champs-de-Boujean	349
139. 20090115 Règlement du financement spécial relatif au programme de mesures de mise en œuvre du label "Cité de l'énergie".....	350
140. 20090075 Approbation de crédits additionnels à la charge du compte communal 2008.....	353
141. Comptes communaux 2008	355
• Entrée en matière	355
142. Nouvelles interventions	362

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Mesdames, Messieurs, je vous salue et vous souhaite la cordiale bienvenue pour ces séances-marathons avant les vacances d'été. Je souhaite que nous ayons de fructueux débats.

Vous trouvez sur vos tables:

- Proposition d'amendement du groupe PS concernant le point 6.1 de l'ordre du jour Rapport du Bureau du Conseil de ville concernant la Commission pré consultative spéciale du Conseil de ville pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade" (feuille rouge)
- Comparaison des prix de l'électricité dans le Rapport de gestion de la Ville de Bienne 2008, Remarques complémentaires (voir page 58 du Rapport de gestion)
- Rapport de gestion du Centre hospitalier de Bienne 2008

Sur la table de l'huissier vous trouverez:

- Invitation à l'exposition "Définitions" au PhotoforumPasquArt (21 juin - 23 août 2009)

J'aimerais remercier la présence de Monsieur Pagani, en remplacement de la Secrétaire parlementaire. Comme il me l'a dit hier, il aurait dû être en vacances cette semaine. Je le remercie de sa disponibilité. Je profite de l'occasion pour féliciter le nouveau marié et son épouse. Qu'ils aient des années heureuses ensemble.

124. Approbation de l'ordre du jour

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: J'ai reçu une proposition d'amendement de la part du Groupe Forum. Elle demande de traiter d'une manière générale, avant le point 8, une entrée en matière sur la problématique des financements spéciaux.

Stöckli Hans, Maire: Quel est le sens? À la fin d'une entrée en matière de plusieurs objets, allons-nous voter ou est-ce simplement une discussion générale?

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Il s'agit d'une discussion générale.

Hadorn Werner, SP: Meiner Meinung nach ist es nicht möglich, einen solchen Antrag zu stellen. Art. 31 lit. e der Geschäftsordnung des Stadtrats (SGR 151.21) beschreibt, dass der Stadtrat mit einer 2/3-Mehrheit die Behandlung von Geschäften beschliessen kann. Was die Fraktion Forum verlangt, ist nicht vorgesehen. Einen solchen Antrag kann man nicht im letzten Moment einbringen. Stadtratspräsident oder Gemeinderat können Vorschläge unterbreiten, nicht aber eine Fraktion, die eine Diskussion wünscht. Ganz abgesehen davon geht es nicht darum, die Grundlagen zu den vier Spezialfinanzierungen (SF) zu diskutieren. Wenn eine generelle Diskussion verlangt wird, so muss diese alle SF betreffen. Deshalb schlage ich der Fraktion Forum vor, ihren Antrag zurückzuziehen und ihr Anliegen bei der Budgetdebatte einzubringen. Dort gehört es nämlich hin.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: D'après le Règlement du Conseil de ville, il s'agit d'appliquer l'article 51 et de regrouper cette discussion pour les quatre points (8 - 11).

Kaufmann Stefan, FDP: Unsere Fraktion möchte grundsätzlich über Spezialfinanzierungen (SF) sprechen. Wenn Sie unsere Argumente viermal hören möchten, so können wir diese bei allen vier heute traktandierten SF vorbringen. Auch wenn ich den Antrag jetzt zurückziehe, werden Sie unsere Bemerkungen zu hören bekommen. Wenn dieser Antrag ein juristisches Problem darstellt, ziehe ich ihn zurück.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je demande l'avis juridique concernant l'article 51 du Règlement du Conseil de ville, qui parle de l'entrée en matière.

Pagani Pio, Chancelier ad intérim: Nous discutons tout d'abord de l'entrée en matière. Il est interdit de proposer de ne pas entrer en matière pour les affaires devant de toute façon être traitées, notamment lorsqu'il s'agit d'initiatives, du budget, des comptes et décomptes. Si l'entrée en matière n'est pas contestée, l'objet passe immédiatement en discussion. Je pense que de toute manière nous pouvons faire cette entrée en matière.

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Der Stadtpräsident hat doch soeben gefragt, ob es sich um eine Eintretensdebatte handle und die Antwort lautete "nein". Deshalb sollte nicht mit einem Artikel argumentiert werden, welcher sich mit dem Eintreten befasst. Vielleicht ist das Anliegen rechtens, aber es müsste sich auf einen anderen Artikel stützen.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Kaufmann retire sa proposition d'amendement. Je crois donc que le problème est réglé.

Stöckl Hans, Stadtpräsident: Wenn Sie mir erlauben, schlage ich vor, dass zu Beginn der Diskussionen um die Schaffung von Spezialfinanzierungen (SF) eine generelle Debatte über die SF geführt wird. So haben alle Gelegenheit, sich zu den SF zu äussern.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je crois que le cas est clair de cette manière.

Concernant l'ordre du jour et suivant l'avancement des travaux, je proposerai une modification demain soir en début de séance, afin que les objets devant absolument être traités au mois de juin 2009 puissent l'être. Il y n'y a pas d'autres questions concernant l'ordre du jour.

L'ordre du jour est approuvé.

125. Communications du Bureau du Conseil de ville

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Au nom du Bureau du Conseil de ville, j'aimerais remercier tous les Conseillers de ville, le Conseil municipal et les autres personnes concernées, qui ont accepté de recevoir tardivement l'envoi complémentaire effectué le 17 juin 2009. Il est vrai que ces documents étaient nécessaires au bon déroulement de cette séance du Conseil de ville.

Par ailleurs, le Bureau du Conseil de ville a décidé d'intensifier le contrôle des présences aux séances du Conseil de ville. Nous avons remarqué, à plusieurs reprises, que certains Conseillers de ville étaient absents, sans être excusés. Des membres arrivent en retard, alors que la participation aux séances du Conseil de ville est obligatoire, selon le Règlement du Conseil de ville. De ce fait, nous allons tenir une légère statistique, qui ne sera pas précise et complète ces prochains mois.

J'aimerais vous donner des nouvelles de notre Secrétaire parlementaire, Madame Regula Klemmer. Dès le 17 juin 2009, elle a pu reprendre ses activités à 50% jusqu'à la fin de ce mois. En juillet, elle pourra reprendre ses activités normalement.

Décomptes de la compétence de la CDG

Pagani Pio, Chancelier ad intérim: La Commission de gestion, lors de sa séance du 18 juin 2009 a **approuvé à l'unanimité, dans sa propre compétence**, les décomptes suivants de la Direction des travaux publics:

- **20050144** Sanierung der Schulküchen OSZ Biel-Stadt (Rittermatte) / Abrechnung Verpflichtungskredit
- **20050145** Sanierung der Turnhallen OSZ Biel-Stadt (Rittermatte) / Abrechnung Verpflichtungskredit

126. Approbations des procès-verbaux (n^{os} 14 et 15 du 17 et 18 décembre 2008 et n^o 1 du 15 janvier 2009)

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous n'avons pas reçu de remarques ou de commentaires dans le délai de cinq jours qui précède cette séance du Conseil de ville.

Les procès-verbaux n^{os} 14 et 15 du 17 et 18 décembre 2008 et n^o 1 du 15 janvier 2009 sont approuvés tacitement.

127. Élection d'un membre à la Commission de gestion

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: Pour des raisons professionnelles, je me retire de la Commission de gestion. Le Groupe des Verts

vous propose d'élire Monsieur Andreas Bösch. Il est depuis très longtemps au Conseil de ville et possède une bonne expérience de la politique biennoise. Merci de soutenir sa candidature.

Vote

est élu à la Commission de gestion sur proposition du Groupe des Verts Bienne:

Andreas Bösch

128. Élection d'un membre à la Commission PPP

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste vous propose d'élire Madame Sybille Zingg pour la Commission PPP, en remplacement de Madame Nina Kuhn. Nous vous remercions de votre soutien.

Vote

est élue à la Commission PPP sur proposition du Groupe socialiste:

Sybille Zingg

129. Rapport concernant la Commission préconsultative spéciale du Conseil de ville pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade"

Stöckli Schwarzen Heidi, Fraktion SP: Die Fraktion SP dankt dem Stadtratsbüro für die Ausarbeitung dieses Berichts. Sie hat ihn zur Kenntnis genommen und möchte folgende Bemerkungen anbringen: Die Aufgaben und Kompetenzen dieser vorberatenden Spezialkommission sind im Wesentlichen dieselben wie jene der vorberatenden Spezialkommission PPP und sind deshalb in unserer Fraktion grundsätzlich unbestritten. Betreffend Information und Kommunikation schlägt das Stadtratsbüro vorliegend eine andere Regelung vor: Die neu zu wählende Kommission soll das Recht und die Pflicht haben, den Stadtrat regelmässig zu informieren und die einzelnen Mitglieder dürfen ihre Fraktionen, bzw. Parteien unter Beachtung der allgemeinen Schweigepflicht jeweils über den Fortschritt der Projekte orientieren. Die Fraktion SP ist der Meinung, dass der Gemeinderat kein Informations-Monopol beanspruchen kann, und dass die Spezialkommission die Möglichkeit haben soll, den Stadtrat alleine oder gemeinsam mit dem Gemeinderat informieren zu dürfen. Es könnte durchaus sein, dass der Gemeinderat und die Kommission nicht in allen Fragen gleicher Meinung sind (beispielsweise bezüglich politischer Struktur); diesfalls ist die Kommission dem Stadtrat verpflichtet und darf diesen auch offiziell informieren. Deshalb unterstützt die Fraktion SP den Punkt d im Beschlussesentwurf.

Im Weiteren stellte die Fraktion SP fest, dass das Stadtratsbüro einen Zweck für diese Kommission formulierte, der nicht in sämtlichen Teilen mit dem Beschluss des

Stadtrats vom 14. Mai 2009 übereinstimmt. Anlässlich der Mai-Sitzung beschloss der Stadtrat nämlich, die Kommission solle beide Projekte Struktur Biel 2013 und Esplanade fachlich und politisch begleiten. Das Stadtratsbüro schreibt vorliegend: *"Die Kommission "Struktur Biel 2013 und Esplanade" hat den Auftrag, die Bauarbeiten zu verfolgen und das Projekt politisch zu begleiten."* Meiner Meinung nach sollte sich die Kommission nicht auf diese Ebene begeben. Dazu sind bezahlte Fachkräfte da... Deshalb beantragt die Fraktion SP, dass Punkt 1a entsprechend angepasst wird. Sie finden die Formulierung auf dem orangen Blatt: *"a) Die Kommission "Struktur Biel 2013 und Esplanade" hat den Auftrag, die **fachliche und politische Begleitung** der Projekte "I Struktur Biel 2013: Politische Struktur; Definition der Direktionen und ihrer Aufgaben / Verwaltungsorganisation" und "II Esplanade: Neugestaltung Gaswerkareal mit zentralem Verwaltungsgebäude" wahrzunehmen."*

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum dankt dem Stadtratsbüro für diesen Bericht. Für die Auswahl der KandidatInnen wäre es angenehmer gewesen, wenn etwas genauer dargelegt worden wäre, was die Kommission zu tun hat. Grundsätzlich stimmt die Fraktion Forum dem Änderungsantrag der Fraktion SP zu. Wir gehen davon aus, dass es keinen Sinn machen würde, wenn sich eine Kommission des Stadtrats in die operative Tätigkeit einmischen würde. Noch eine Bemerkung zum Zweck und zur Tätigkeit dieser Kommission: Man sollte sich genau überlegen, was mit dieser Kommission erreicht werden soll. Ist eine breit abgestützte Meinungsäußerung der Fraktionen und Parteien gewünscht, oder geht es primär darum, eine Doktrin durchzuboxen? Es ist am Stadtrat, darüber zu entscheiden. Ich bitte Sie, mit dieser Frage sensibel umzugehen. Ich bin der Meinung, es gehe um eine breit abgestützte Meinungsäußerung der Fraktionen und Parteien.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Die Fraktion der Grünen nahm den Bericht mit Interesse zur Kenntnis und dankt dem Stadtratsbüro für dessen Ausarbeitung. Es fällt auf, dass der Terminplan sehr ambitioniert ist, was jedoch nicht auf den Wunsch des Stadtratsbüros zurückzuführen ist. Vielmehr handelt es sich um Projektvorgaben des Gemeinderats, bzw. der Verwaltung. Die Fraktion der Grünen ist sehr froh, dass die Vereinbarung zwischen dem Gemeinderat und der Spezialkommission (wer macht was, wer äussert sich zu was, welche Aufgabenteilung wird vorgenommen?) explizit erwähnt wird, denn unsere Fraktion hat den Eindruck, dass dieser Aufgabenteilung eine grosse Bedeutung zukommt. In diesem Zusammenhang diskutierte unsere Fraktion, dass es leicht irritierend ist, dass der Projektwettbewerb ausgeschrieben wurde, bevor die Kommission gewählt ist und ein erstes Mal getagt hat. Sicher geht es primär um die Rolle der Verwaltung und gestützt auf das Modell der GPK kann man sehr wohl argumentieren, dass die Sache im Nachhinein geprüft werden könne. Ich möchte aber doch darauf hinweisen, dass der Gemeinderat, bzw. der Stadtpräsident vehement auf die Bedeutung einer solchen Kommission (im Hinblick auf beide Geschäfte!) hingewiesen hat.

Im Bericht 20090117 ist auf Seite 4 zu lesen: *"Bei diesen Projekten ist der Stadtrat frühzeitig in die Erarbeitung der Entscheidungsgrundlagen einzubeziehen,..."* Welches sind nun aber die Entscheidungsgrundlagen zu einem solchen Geschäft? Wenn ein Projekt im Rahmen einer Wettbewerbsausschreibung skizziert wird, hat dies meiner Meinung nach bereits Auswirkungen. Beim Studium der Projektunterlagen kann festgestellt werden, dass diese bereits enorm ins Detail gehen. Aus Laiensicht, bzw. aus

politischen Überlegungen, kann gesagt werden, dass dies eine sehr komplexe Ausschreibung ist. Den Grünen fällt auf, dass MINERGIE-P®-Standard gefordert wird, was sie sehr freut. Man kann sich aber fragen, ob nicht noch weitere Anforderungen hätten formuliert werden müssen, was auf politischer Ebene erfolgen müsste. Beispielsweise denke ich an folgende möglichen Fragen: Wie sieht es mit der Integration des Gebäudes in das Quartier aus? Käme allenfalls die Integration einer Kinderkrippe in Frage? Eine solche fehlt nämlich im Quartier. Für die Angestellten der Stadtverwaltung wäre es ein Pluspunkt, wenn diese Frage vom Beginn an verfolgt werden könnte. Nebst den MINERGIE-P®-Anforderungen hätte man integrieren können, dass eine Empfehlung nach SIA-Empfehlung 112.1 "nachhaltiges Bauen" skizziert würde. Kurzum: Die Fraktion der Grünen hat den Eindruck, dass ein überhastetes Tempo angeschlagen wird. Sie hofft, dass die Vereinbarung zwischen der Spezialkommission und dem Gemeinderat so getroffen wird, dass eine echte Partizipation und eine umfassende, offene Meinungsbildung möglich ist - dies nicht unter einem steten Stress.

Stöckli Hans, Stadtpräsident: Ich danke für die speditive Unterbreitung dieser Vorlage. Sie lehnt sich stark an jene bezüglich der PPP-Kommission an; ich gehe davon aus, dass der Grundgedanke derselbe ist. Im Verlauf der nächsten Monate soll gemeinsam ein detailliertes Programm ausgearbeitet werden. Ich möchte auf die Äusserungen von Herrn Grupp Bezug nehmen: Der Wettbewerb wurde natürlich erst ausgeschrieben, nachdem der Stadtrat den entsprechenden Kredit gesprochen hatte. Ich kann Sie beruhigen, Herr Grupp: Der Gemeinderat hat das Programm nicht im Detail abgesegnet, dieses liegt in der Kompetenz der zuständigen Direktionen. Offensichtlich liegt Ihnen dieses Programm vor und Sie haben damit einen Vorsprung auf die nebenamtlichen Gemeinderäte... Die Mitglieder des hauptamtlichen Gemeinderats sind Mitglied der Jury und wurden entsprechend informiert. Sobald die Kommissions-Präsidentin gewählt ist, soll diese ebenfalls in die Jury integriert werden. Eben kommt mir in den Sinn, es ist vorgesehen, dass auch der Vizepräsident Einsitz in die Jury nimmt. Wichtig zu wissen ist, dass die Jurierung erst im Oktober, bzw. November stattfinden wird. Es ist also erst die Ausschreibung erfolgt. Dies bedeutet (die Kommissionsmitglieder sollen sich darauf einstellen), dass im August ganz andere Themen zu behandeln sein werden. Es wird darum gehen, wie die Regierung der Stadt Biel ab 2013 aussehen soll. Der Gemeinderat wird am nächsten Freitag zu diesem Themenkomplex eine erste Klausursitzung durchführen. Es geht vorerst um ein Abtasten. Schliesslich geht es um die Wurst...

Lachat Thomas, 1. Vizepräsident: Ich folgte dieser Diskussion sehr interessiert und danke für die positive Aufnahme des Berichts. Dem Stadtratsbüro ist es wichtig, dass die Fraktionsmeinungen in der Kommission breit abgestützt vertreten sind, und dass Stadratsmitglieder mit spezifischen Kenntnissen in diese Kommission gewählt werden. Dass der Terminplan sehr ambitiös ist, hat auch das Stadtratsbüro festgestellt, kann diesen jedoch nicht stark beeinflussen. Wichtig ist, dass sich die Kommission selber organisieren kann. Das Stadtratsbüro heisst den Änderungsantrag der Fraktion SP gut und **zieht damit seinen eigenen Antrag zurück.**

Vote

sur la proposition d'amendement du Groupe socialiste

La proposition est acceptée.

129. Élection de la Commission préconsultative spéciale du Conseil de ville pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade"

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Le Bureau du Conseil de ville a reçu 11 propositions de candidats (notés sur la feuille se trouvant sur vos tables). Il s'agit des personnes suivantes:

- Emilie Moeschler, PSR
- Niklaus Baltzer, SP
- Heidi Stöckli Schwarzen, SP
- Muriel Beck, Les Verts Bienne
- Daphné Rüfenacht, Les Verts Bienne
- Hans-Ulrich Köhli, Verts libéraux
- Fiorella Linder, Groupe Forum
- Alain Nicati, Groupe Forum
- Paul Blösch, Groupe Forum
- Andreas Sutter, Groupe UDC/PSL
- Roland Gurtner, Passerelle

Il n'y a pas d'autres propositions. Avant de procéder au vote, je tiens à préciser qu'il y a eu un désaccord juridique tout à l'heure concernant la validité de la candidature de Niklaus Baltzer, étant donné qu'il est membre du Bureau du Conseil de ville. L'article 38, alinéa 3 du Règlement de la Ville (RDCo 101.1) nous donne la précision.

Pagani Pio, Chancelier ad intérim: *"La Commission de gestion se compose de membres du Conseil de ville, dont le nombre doit être fixé réglementairement par le Conseil de ville, qui ne peuvent ni faire partie du Bureau du Conseil de ville ni d'une autre commission préconsultative permanente du Conseil de ville."*

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La Commission que nous mettons en place n'est pas une commission permanente, donc l'élection de Monsieur Niklaus Baltzer est possible. Nous allons passer à la procédure de vote. Comme nous avons 11 candidats et que la Commission se compose de neuf membres, nous devons procéder à un vote par bulletins secrets. Je demande aux scrutateurs de distribuer les bulletins.

Gurtner Roland, Passerelle: Je crois qu'il est important de préciser, que dans la procédure de vote il y a 11 noms de candidats. Donc, si vous recevez une feuille avec 11 noms, j'aimerais savoir lesquels vous biffez.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Gurtner, il s'agit d'un vote à bulletins secrets. Chacun ne va pas dire ce qu'il va voter, sinon ce n'est plus un vote à bulletins secrets! Je précise que sur le bulletin de vote figurent 11 noms de candidats et deux lignes vides. Chaque Conseiller de ville dispose de neuf voix au maximum. Il ne peut y avoir que neuf noms valables sur le bulletin, les autres noms

doivent être biffés, au choix de chacun. Le cumul n'est pas possible. Auf dem Wahlzettel sind die Namen von 11 Kandidaten aufgeführt. Jedes Stadtratsmitglied darf maximal neun Stimmen vergeben. Das bedeutet, dass Sie mindestens zwei Namen streichen müssen. Kumulieren ist verboten.

Étant donné que Monsieur Niklaus Baltzer est candidat, il ne peut pas être scrutateur. Je propose que Monsieur Thomas Lachat, vice-président, le remplace. La proposition n'est pas contestée. Les bulletins sont distribués. Les scrutateurs vont se retirer pour le dépouillement. En accord avec eux et en attendant le résultat du vote, je continue la séance avec le point 7.

130. Demandes de contributions 1/2009

Baltzer Niklaus, Stadtratsbüro: Sie haben die Unterlagen zu diesem Geschäft erhalten. Aufgrund Ihres Schweigens gehe ich davon aus, dass Sie den Vorschlägen des Stadtratsbüros zustimmen. Trotzdem möchte ich einige wenige Bemerkungen anbringen. Sie können dem Bericht entnehmen, dass dieses Mal nur zwei Projekte mit insgesamt Fr. 5'000.– unterstützt werden sollen. Weil einige neue Stadtratsmitglieder unter uns weilen, möchte ich dies ein wenig erläutern: Üblicherweise vergibt der Stadtrat jährlich Spenden von rund Fr. 30'000.–. Meistens werden diese in zwei Tranchen zu je Fr. 15'000.– vorgenommen (im Juni und Dezember) und oft werden recht lange Diskussionen darüber geführt. Einig ist man sich weitgehend darin, dass diese Spenden an Institutionen mit sozialem Engagement ergehen sollen, diese nicht wiederkehrend den gleichen Empfänger zugute kommen sollten (als eine Art Subvention), und dass diese Beiträge sowohl Institutionen, die in unserer Region tätig sind, als auch solchen, die weltweit im Einsatz sind, entrichtet werden. Diesmal lagen viele Gesuche von Organisationen vor, die jedes Jahr ein Gesuch stellen. Weil das Stadtratsbüro keine Vergabungen mit Subventionscharakter vornehmen möchte, wurden fünf Gesuche nicht berücksichtigt. Übrig blieben die beiden, welche Sie im Bericht aufgeführt finden. Normalerweise werden pro Tranche Spenden von rund Fr. 15'000.– vergeben, hier werden nur Spenden von insgesamt Fr. 5'000.– beantragt. Das Stadtratsbüro geht davon aus, dass bei einem Unwetter oder einer ähnlichen Katastrophe Spendengesuche eingehen könnten, auf welche der Stadtrat dann relativ rasch reagieren könnte. Deshalb bittet Sie das Stadtratsbüro um Erlaubnis, bei Eintreffen eines solchen Gesuchs ausserhalb des üblichen halbjährlichen Rhythmus dem Stadtrat dieses vorzulegen. In diesem Sinne schränkt die jetzige Vergabung den Handlungsspielraum für allfällige spätere Spenden weniger ein. Falls bis Ende Jahr keine Gesuche mehr eintreffen, kann zu diesem Zeitpunkt entschieden werden, wozu die Gelder eingesetzt werden könnten. Danke für Ihre Unterstützung.

Vote

Sur proposition du Bureau du Conseil de ville du 28 avril 2009, et s'appuyant sur l'art. 5, let. b du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Un crédit de 5'000 fr. à la charge du compte 18000.317.50000.23 (crédit du Conseil de ville) est accordé.
2. Le Bureau du Conseil de ville est chargé d'exécuter cet arrêté.

131. 20090110 Règlement du financement spécial pour une mobilité douce sûre (Discussion générale sur les financements spéciaux)

Liechti Gertsch Teres, SP: Ich spreche jetzt nicht im Namen der GPK, denn diese hat nicht über diese generelle Diskussion bezüglich SF (Spezialfinanzierungen) beraten können. Ich frage mich, ob ich jetzt als Einzelsprecherin weiter sprechen soll, oder ob Herr Kaufmann, der eine grundsätzliche Diskussion über die SF angeregt hat, zuerst das Wort ergreifen möchte. Selbstverständlich gehe ich gleich wieder an den Platz, falls dies gewünscht wird. Etwas möchte ich allerdings an dieser Stelle noch kurz anbringen: Es geht hier um das Thema Finanzen. Erlauben Sie mir deshalb ein Wort, das ebenfalls damit zu tun hat. Unser Finanzverwalter, Herr Trösch, wird Ende Juli pensioniert. Im Namen der GPK möchte ich ihm hier für seine langjährige grosse Arbeit als Finanzverwalter im Dienste der Stadt Biel herzlich danken. Herr Trösch war ein ausgezeichnete Finanzverwalter und "Tresorier", "Kassenwart", wie er sich selber bescheiden nannte. Er stand uns ParlamentarierInnen immer für Auskünfte zur Verfügung. Vor der Behandlung der Rechnung und des Budgets suchte ich ihn immer auf und lernte eine Menge von ihm. Ich brachte ihm jeweils einen Gala-Äpfel mit... Heute zum Abschied bringe ich Dir, Edi, einen ganzen Korb voller Gala-Äpfel. Einen Apfel habe ich ausgepresst. Du wirst mir und vielen anderen sehr fehlen. Ich wünsche Dir von Herzen alles Gute für Deine Zukunft und vielen Dank! Nun setze ich mich, damit die Debatte beginnen kann.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Sie alle kennen die Zurückhaltung der Fraktion Forum bezüglich der Schaffung von Spezialfinanzierungen (SF). Sie steht dem Instrument "Spezialfinanzierung" generell skeptisch gegenüber. Laut Gemeindeverordnung (SGR 680.93) sind SF zweckgebundene Mittel zur Erfüllung einer bestimmten öffentlichen Aufgabe. Von ihrem Wesen her sind sie bereits an einen beschlossenen Zweck gebunden. Der Gemeinderat gibt vor, in welche Projekte das Geld investiert werden soll. Erfahrungsgemäss wird bei Projekten, die mittels einer SF finanziert werden, vom Stadtrat weder der Zweck des Projekts noch die Höhe des Kredits kritisch hinterfragt, weil das Geld einer SF entnommen wird. In diesem Sinn ist das Geld gedanklich bereits ausgegeben. Nach Ansicht der Fraktion Forum sind SF Ausgabenbeschleuniger oder gar Geldvernichter. Der Gemeinderat wies wiederholt darauf hin, dass die finanzielle Lage der Stadt Biel schwieriger wird. Mit dem Budget 2009 unterbreitete der Gemeinderat auch den Finanzplan 2009 - 2013. Zu den Planjahren 2010 - 2012 gab er auf Seite 5 folgenden Kommentar ab: *"Aufgrund der vorliegenden Zahlen würde sich per Ende 2012 ein kumulierter Bilanzfehlbetrag von über 73 Mio. Fr. ergeben. Das Eigenkapital von 50,9 Mio. Fr. und die SF von 36,2 Mio. Fr., Stand Ende 2007, (SF Buchgewinne, mit welcher Bilanzdefizite gedeckt werden können...) wären somit völlig aufgebraucht. Der Gemeinderat hat deshalb die Ausarbeitung eines Nachfolgeprojektes Finanzhaushalt in Auftrag gegeben."* Dies bedeutet, dass gespart werden muss. Die Fraktion Forum fragt sich, weshalb bei der Verteilung des Gewinns, welcher beim

Rechnungsabschluss ausgewiesen wird, nicht das Eigenkapital gestärkt wird, wenn doch schon moniert wird, die Stadt Biel werde am Ende des Jahres 2012 kein Eigenkapital mehr haben?! Damit hat die Fraktion Forum echt Mühe. Meine Fraktion würde es als sinnvoll und verantwortungsbewusst erachten, das Eigenkapital zu stärken, statt Gelder in SF zu stecken! Hier die Meinung des kantonalen Amtes für Gemeinden und Raumordnung AGR: *"Das AGR empfiehlt, auf die Schaffung von Spezialfinanzierungen im steuerfinanzierten Gemeindehaushalt ganz generell zu verzichten, da es unnötig den Handlungsspielraum der Gemeinde einschränkt."* Genau dies geschieht in Biel aber seit Jahren! Der Haushalt der Gemeinde wird unnötig eingeschränkt! Ende 2012 (vielleicht verfügt die Stadt dann noch über ein kleines Eigenkapital, vielleicht auch nicht mehr...) werden wir nicht mehr über Subventionserhöhung (beispielsweise für das Théâtre de la Grenouille) diskutieren können, weil sparen angesagt ist. Ebenfalls werden auch Lohnerhöhungen des Personals kein Thema sein, eher wohl ein allfälliger Personalabbau. Wollen wir das wirklich, während über 100 Mio. Fr. zweckgebunden in SF liegen? Die Fraktion Forum will dies nicht, denn in ihren Augen stellt dies keine schlaue Politik dar.

SF dienen ja dazu, das Resultat der Rechnung künstlich zu verschlechtern oder zu verbessern. Es ist also eine rein buchhalterische Massnahme. Deswegen ist nicht mehr und auch nicht weniger Geld in der Kasse. Nichts lügt mehr als Statistiken und Bilanzen. Mit einer Bilanz können sie alles aussagen. Eine Bilanz, welche einen Gewinn von 1,7 Mio. Fr. Gewinn ausweist, bedeutet noch lange nicht, dass diese 1,7 Mio. Fr. dem tatsächlichen Gewinn entsprechen. Für die Stadt Biel werden in der Rechnung 2008 nämlich ein Gewinn aus der operativen Tätigkeit von rund 24 Mio. Fr. und Buchgewinne von gut 12 Mio. Fr. ausgewiesen... Deshalb ist die Fraktion Forum der Meinung, dass die Schaffung und Speisung von SF zum heutigen Zeitpunkt unnötig sei und für die Stadt Biel den künftigen Handlungsspielraum einschränke.

Wiher Max, Fraktion GLP: Die Fraktion der Grünliberalen ist für Spezialfinanzierungen (SF), sofern damit finanzielle Mittel für künftige, konkret geplante Projekte zurückgelegt werden. Auch in der Privatwirtschaft ist es üblich, Rückstellungen zu tätigen. Unsere Fraktion kritisiert aber die mangelnde Transparenz dieser Konten, welche insgesamt über 100 Mio. Fr. bündeln, und fordert den Gemeinderat auf, künftig detaillierte Abrechnungen dieser Konten zu liefern. Sie wünscht insbesondere Angaben dazu, welche SF zu welchem Zweck existieren, aus welchem Grund Entnahmen gemacht werden und wie der Saldo der verschiedenen Konten lautet. Kurz: Die Konten der SF sollten genau so transparent ausgewiesen werden wie die anderen Konten der Gemeinderechnung der Stadt Biel.

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: Nous avons ce soir différents financements spéciaux à discuter, soit en les créant soit en les alimentant. Cette question du bien-fondé des financements spéciaux a aussi fait l'objet de discussions au sein du Groupe des Verts. Pourquoi le Groupe des Verts soutient-il la création et l'alimentation régulière de financements spéciaux? Pour nous, ils permettent de faire une politique ciblée, c'est-à-dire d'avoir un programme politique à long et moyen terme, où des priorités et des thèmes stratégiques sont fixés, non seulement dans des intentions et dans une liste, mais également au niveau financier. Les thèmes aujourd'hui, face à la situation économique sociale et climatique, sont de toute première importance. La création, aujourd'hui, d'un financement sur la mobilité douce, sur le label de l'énergie, c'est se donner les moyens d'agir sur les principaux défis

(l'énergie, les transports, la politique sociale). Dans ce sens, pour le Groupe des Verts, les financements spéciaux sont un instrument qui permet cette politique à long terme. Ils permettent aussi d'agir et d'avoir une politique indépendamment de la conjoncture et de ne pas avoir un programme et des prestations en accordéon. Ils peuvent aussi être des instruments pour combattre la crise, comme un programme conjoncturel.

Est-ce de l'argent caché? Il nous semble au contraire que les financements spéciaux sont transparents. La population et nous-mêmes savons exactement les moyens financiers que la Ville a et à quoi ils sont destinés. Ces financements spéciaux sont liés à des projets déclarés. Ainsi, nous allons soutenir la création et l'alimentation des financements spéciaux. Merci.

Liechti Gertsch Teres, SP: Man kann angesichts des in den letzten Wochen um dieses Thema entstandene Wirbels erstaunt sein. Schliesslich ist ja nichts neu am System, wonach in der Stadt Biel Gelder aus dem Rechnungsüberschuss Spezialfinanzierungen (SF) zugewiesen werden. Neu ist lediglich das Parteipräsidium des deutschsprachigen Freisinns... Immerhin trugen die Bürgerlichen die Politik der SF über Jahre mit. Politisch und finanzpolitisch hat sich dieses System ja auch bewährt. Nennen Sie mir bitte eine konkrete negative Auswirkung dieses Systems oder eine SF, die unsere Stadt in eine Katastrophe geführt hätte. Dies existiert nicht! Neben valablen Argumenten, mit welchen in der politischen Debatte durchaus unterschiedliche Werthaltungen vertreten werden dürfen, werden viele Scheinargumente ins Feld geführt. Das war auch heute Abend der Fall, indem Herr Kaufmann von Geld verstecken oder Gewinn wegschaffen spricht oder auch, wenn Herr Wiher mangelnde Transparenz anmahnt. Beides ist nicht der Fall. Es wird kein Rechnungsüberschuss versteckt! In der Rechnung wird ein Rechnungsüberschuss von 37,1 Mio. Fr. ausgewiesen. Ich sage es hier und es wird in der Eintretensdebatte zur Rechnung nochmals wiederholt werden und auch die Medien kommunizierten es nach der Medienkonferenz vom 16. März 2009: Der Gewinn beträgt 37, 1 Mio. Fr. und diese Zahl wird nicht versteckt. Übrigens gibt es Städte, die sich an einem Überschuss von 37 Mio. Fr. freuen würden. Dies soll hier festgehalten sein. Die ganze Diskussion hat etwas Bizarres an sich. Das zweite Scheinargument lautet, dem Volk werde etwas vorgegaukelt und das System sei nicht transparent. Herr Wiher, ich habe Verständnis dafür, dass Ihre junge Fraktion der Grünliberalen nicht alles gleichzeitig aufarbeiten kann. Ich möchte Ihnen aber sagen, dass Transparenz vorhanden ist. Vor mir liegt die Beantwortung auf das Postulat 20070241 von Herrn Kaufmann "Rechenschaft Verwendung Gelder aus Spezialfinanzierungen", welches im Juni 2007 eingereicht wurde. Herr Kaufmann fordert darin vom Gemeinderat mehr Informationen. Ich sagte ihm damals, dieses Postulat sei eine gute Sache. Der Gemeinderat versprach, mehr Informationen zu liefern. Zuerst muss aber Folgendes gesagt sein: Schlagen Sie die Rechnung 2008 auf Seite 155/156 auf. Dort wird der Bestand aller SF per Ende 2007 und 2008 aufgeführt. Als Ergänzung dazu händigt der Gemeinderat noch eine Zusatzliste aus, aus welcher die Bewegungen der einzelnen Konten ersichtlich sind. Im Übrigen können Sie jederzeit die Finanzdirektion anrufen und um Auskunft über eine bestimmte SF bitten. Zu jeder SF besteht ein Reglement. Jede Entnahme von Geldern aus einer SF muss ab einer bestimmten Höhe dem Stadtrat unterbreitet werden, wie alle anderen Ausgaben auch. Man muss sich halt um diese Informationen bemühen. Gewählte ParlamentarierInnen sollen sich engagieren und die nötigen Kenntnisse erwerben. Der Finanzverwalter weist den

Vorwurf, SF würden Gelder verstecken oder seien intransparent, als haltlos zurück. Es wird keine Bilanz geschönt und es wird nichts versteckt! Zum Begriff "Sonderkässeli", welcher ebenfalls oft verwendet wird: Es gibt keine "Kässeli", in welchen sich Geld befinden würde, dies muss in jeder Debatte über SF wiederholt werden! Gerne erbringe ich diese didaktische Dienstleistung. Es handelt sich um eine Zuweisung, also eine Art Reservierung, welche durch ein vom Stadtrat genehmigtes Reglement geregelt ist. Wenn in einem speziellen Bereich ein Vorhaben realisiert werden möchte, kann auf die entsprechende SF zurückgegriffen werden. Es ist kein Geld im Kässeli. Vielmehr ist dieses auf die gleiche Art wie das Eigenkapital angelegt. Auch gemäss Aussagen der Rechnungsrevisorin, BDO Visura, sowie des Finanzverwalters ist es absolut rechtens, SF zu bilden, sofern deren Verwendung mit Reglementen geregelt wird. Anlässlich ihres alljährlich wiederkehrenden Gesprächs der GPK mit der BDO Visura - das dieses Jahr am 16. April 2009 stattfand - stellte sie diese Frage und die Antwort wurde protokolliert. Im Vorfeld war zu hören, dass die Fraktion Forum nicht den Rechtsweg beschreiten werde. Sicher ist sie gut beraten, dies zu unterlassen, denn es könnte zuletzt noch an die Ehre gehen... Wir sind ein Parlament mit einer GPK, ferner gibt es einen Finanzverwalter. Diese sind sicher nicht 20 Jahre lang illegal vorgegangen. Eine solche Behauptung könnte mich am Ende noch wütend machen.

Wie vorher gesagt, äussert sich die GPK nicht zum Eintreten, möchte aber eine Vorinformation geben: Nicht alle vier zur Diskussion stehenden Spezialfinanzierungen stiessen in der GPK gleichermassen auf Zustimmung. Dies wurde den Fraktionen berichtet. Eine SF wurde einstimmig genehmigt, eine ganz knapp und die beiden anderen mehrheitlich. Die GPK hat jedoch der Rechnung 2008 einstimmig zugestimmt, dies samt allen Zuweisungen des Rechnungsüberschusses (auch an die SF) gemäss Beschlussesentwurf auf den Seiten 29/30. Danke.

Baltzer Niklaus, SP: Herr Kaufmann stellte die Behauptung auf, dass es transparenter wäre, den gesamten Rechnungsüberschuss dem Eigenkapital und nicht diversen SF zuzuweisen, also auf die hohe Kante zu legen. Gegen diese Aussage möchte ich einige Argumente ins Feld führen: Ich verstand nicht allzu viel in Sachen Spezialfinanzierungen (SF); als aber die Gymnasien an den Kanton verkauft wurden und die Stadt viel Geld einnahm, verstand ich das Prinzip SF. Damals wurde die SF SGR 430.91 "für den Neubau und den Unterhalt der städtischen Schulgebäude" geüffnet, was in meinen Augen eine sehr gute Sache war und eine innere Logik hatte. Lange Zeit waren die städtischen Schulhäuser nicht saniert worden, hingegen wurden weiterführende Schulen "gepflegt". Das schlug sich auch auf den Kaufpreis für den Kanton nieder. Mit Einnahmen aus diesen Verkäufen konnte und kann die Stadt ihre Schulen sanieren. Die Arbeiten sind im Gange und bereits recht weit fortgeschritten. Dieses Vorgehen fand ich absolut transparent und logisch! Ich hätte es als eine Katastrophe erachtet, wenn dieses Geld dem Eigenkapital gutgeschrieben worden wäre und man es von dort wieder hätte "hervorholen" müssen. Bei den meisten SF läuft es so. Heute wurde in der Zeitung die SF SGR 153.49 "Deckungskapital für Renten und Austrittsleistungen von vollamtlichen Mitgliedern des Gemeinderates" erwähnt. Ohne diese wären die finanziellen Folgen im Falle einer Nichtwahl von Herrn Gemeinderat Scherrer schwieriger einschätzbar gewesen. Heute wird beantragt, dass - wenn die Steuereinnahmen von natürlichen und juristischen Personen zurückgehen - diese Rückgänge durch eine SF aufgefangen werden. Jetzt kommen wir zu einer anderen Seite und diese ist auch berechtigt: Wir

haben vernommen, dass dieses Jahr der Stadtkasse ein grosser Steuerbetrag einer Privatperson zugeflossen ist. Diesen Steuerertrag als "normale" Einnahme zu betrachten wäre komisch, denn damit würde suggeriert, dass in den kommenden Jahren mit den gleichen Einnahmen zu rechnen wäre. Deshalb finde ich es auch in diesem Fall durchaus transparent, diese Summe zurückzustellen für den Fall, dass die Steuereinnahmen der natürlichen und juristischen Personen zurückgehen.

Die einzige Frage, die sich im Zusammenhang mit den SF stellt, ist, ob angesichts der vielen SF nicht die Übersicht verloren gehe? Dies mag zwar sein, ist jedoch nicht das Problem des Finanzverwalters, bzw. des Gemeinderats, sondern es ist das Problem des Stadtrats. Nun ist es doch so, dass immer wieder einmal ein Stadtratsmitglied ans Rednerpult tritt und etwas verlangt. So möchte ich beispielsweise einen Beitrag von 75 Mio. Fr. an die Sanierung des Hagneckkanals. Ich bin aber nicht der Einzige, welcher Forderungen stellt. Jede/r kommt mal ans Rednerpult und verlangt etwas. Interessant an unserer Stadt ist doch, dass ganz viele Projekte relativ konkret verfolgt werden können - dies dank den SF! Diese sind höchst transparent! Bitte schauen Sie Ihre eigenen Anliegen an und seien Sie doch zufrieden. Denken Sie doch einfach daran, Ihre eigenen Anliegen im Auge zu behalten, wenn Sie keine Übersicht haben. Dies führt doch schon recht weit. In diesem Sinn erachte ich die Spezialfinanzierungen als etwas sehr Transparentes!

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Ich möchte zu den gesagten Punkten noch meine Ergänzungen anbringen. Eigentlich wollte ich mich erst anlässlich der Diskussion um die Rechnung 2008 zum Stichwort Transparenz äussern, möchte dies aber bereits jetzt tun: Mit dem Postulat 20070241 "Rechenschaft Verwendung Gelder aus Spezialfinanzierungen" wurde eine Kontrolle über die ominöse SF SGR 401.9 "Soziale Projekte: Jugend, Sport, Familie, Gleichstellung und Integration" verlangt. Wir nennen sie "Reptilienfonds", es ist eine der insgesamt 27 Spezialfinanzierungen (SF). Frau Liechti Gertsch sagt, in der Rechnung sei Transparenz zu finden. In besagter Rechnung auf Seite 156 ist zu lesen, dass der Stand dieser SF per 1. Januar 2008 2,254044 Mio. Fr. betrug. Dies bedeutet einen Zuwachs von Fr. 715'000.-, was in der nächsten Spalte zu lesen ist. Wo bleibt hier die besagte Transparenz? Die Rechnung gibt doch keine Auskunft über einzelne Bewegungen! Herr Trösch stellte uns eine Liste zusammen, aus welcher Einlagen und Entnahmen ersichtlich sind. Das ist schon ein wenig transparenter. Ich fragte Herrn Trösch nach den Details. Er antwortete mir, dass nicht er, sondern die einzelnen Direktionen zuständig seien. Weil im besagten Fall die Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion zuständig war, rief ich diese an (ich habe ja viel Zeit für solche Abklärungen...). Herr Zysset stellte mir prompt die Liste mit sämtlichen Entnahmen aus dieser SF zu (insgesamt Fr. 407'000.- im letzten Jahr). Die Liste der Entnahmen durch die Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion weist jedoch lediglich Ausgaben von Fr. 75'000.- auf. Wo sind die übrigen Fr. 325'000.- geblieben? Ich müsste nun bei allen anderen Direktionen nachfragen, ob jemand aus dieser SF finanzielle Mittel entnommen hat. Dies nenne ich nicht transparent! Vielleicht verstehen wir unter Transparenz nicht dasselbe...

Anhand einer Privatperson versuche ich zu erklären, was ich mit zweckgebundenem Kapital meine. Stellen Sie sich einen Angestellten vor, der in den letzten Jahren bei einer gut florierenden Firma arbeitete. Nehmen wir an, er verdiente monatlich Fr. 6'000.-. Jedes Jahr erhielt er einen vierzehnten Monatslohn. Er nahm sich vor,

sich mit diesem Geld eine tolle Reise zu leisten. Er kaufte sich für Fr. 6'000.– Reckchecks und legte sie für seine Reise auf die Seite. Dies machte er in den Jahren 2005, 2006, 2007 und 2008. Schliesslich besass er Reckchecks im Wert von Fr. 30'000.–. Im Jahr 2009 geht es der Firma nicht mehr so gut und er wird arbeitslos. Er hat zwar für Fr. 30'000.– Reckchecks, bezieht aber Gelder von der Arbeitslosenkasse und kann weder Miete noch Krankenkasse bezahlen. Er hat also viel Geld für eine Ferienreise, kann aber seinen Lebensunterhalt nicht bestreiten. Die Stadt Biel hat 100 Mio. Fr., die in SF zweckgebunden sind. Daneben muss sie laufende Ausgaben tätigen, für die sie womöglich zuwenig Geld hat. Das ist der Punkt, weshalb ich mahne, wir sollten aufpassen!

Die juristische Frage bezog sich einzig und allein auf die neue SF SGR 660.91 / 660.92 "Steuern natürliche Personen und Steuern juristische Personen". Hier geht es nicht darum, eine SF für bestimmte Ausgaben zu alimentieren, sondern eine nicht unbestimmte "Nichteinnahme" mittels einer SF zu decken. Es wird versucht, mit dieser SF einen nicht erreichten Budgetposten auszugleichen. Man könnte doch auch nicht erworbene Hundesteuern auf diese Weise ausgleichen! Die Stadt nahm 2,5 Mio. Fr. weniger Bussen als budgetiert ein. Es könnte doch auch eine SF für nicht erreichte Bussen geschaffen werden! Es gäbe tausend Möglichkeiten für neue SF! Die Fraktion Forum hinterfragt die Rechtmässigkeit einer SF, wenn diese dazu bestimmt ist, einen nicht erreichten Budgetposten auszugleichen. Es ist klar, dass es nicht um die SF an sich geht. Sobald der Stadtrat ein Reglement genehmigt hat, ist die entsprechende SF rechtsgültig. Das gilt auch für die SF "Steuern natürliche Personen und Steuern juristische Personen". Heisst der Stadtrat das Reglement gut, wird diese SF Rechtsgültigkeit erlangen. Die Aussage der BDO Visura erachte ich allerdings als zweideutig.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Ich bin hin und her gerissen, ob die ausführliche Debatte jetzt oder bei jeder Spezialfinanzierung (SF) einzeln geführt werden soll. Ich möchte dennoch an dieser Stelle meine Überlegungen anfügen. Herr Kaufmann plädierte für die Zuweisung des Rechnungsüberschusses an das Eigenkapital. Mir ist dieser Gedanke nicht grundsätzlich unliebsam. Es darf aber keine Augenwischerei betrieben werden: Sobald das Eigenkapital steigt, wird von rechter Seite der Ruf nach Steuersenkung laut. Dies soll einmal offen ausgesprochen sein. Erfolgt die Zuweisung an das Eigenkapital unter diesen Vorzeichen, so bedeutet dies unter dem Strich nicht mehr, sondern weniger Flexibilität! Generell möchte ich zu den SF sagen, dass damit genau das getan wird, was viele Unternehmer ebenfalls machen: Rückstellungen vornehmen. Für die öffentliche Hand bestehen andere Regeln als für Unternehmen, was bedeutet, dass Rückstellungen für Gemeinwesen nur sehr restriktiv möglich sind. Deshalb gibt es das Instrument Spezialfinanzierung. Ich bin der Meinung, dass die Stadt Biel damit sehr weise umgeht. Ich möchte nicht bestreiten, dass man sich bei einigen Spezialfinanzierungen überlegen sollte, ob deren Gelder gemäss ihrer Zweckbestimmung und zum richtigen Zeitpunkt verwendet werden, oder ob es sich dabei um "Kässeli" handelt, die vor sich hin "dösen". Der Zweck der vier SF, die heute Abend vorgeschlagen werden, ist jedoch klar einsichtig. Sie dienen dazu, sich für schlechte Zeiten, wie sie sich zurzeit abzeichnen, einen gewissen Spielraum zu erhalten - sei dies im Bereich Steuereinnahmen, Energiestadtlabel oder Langsamverkehr. Die Verwaltung hat Pläne, wie die entsprechenden Projekte umzusetzen sind. Es ist somit nicht Geld, welches bis zum Sankt-Nimmerleins-Tag ruht. Vielmehr ermöglicht es in der kommenden Krisenzeit

einen Handlungsspielraum - gemäss den Wirtschaftstheorien von Keynes, welche heutzutage glücklicherweise wieder etwas mehr Aufwind geniessen, weil man feststellen musste, dass die neoliberalen Rezepte Schiffbruch erlitten haben.

Isler Peter, SP: Ich halte mich kurz. Für mich stellt eine Spezialfinanzierung (SF) nichts mehr als eine Absichtserklärung dar. Allerdings hat diese Absichtserklärung ein gewisses Gewicht. Der Gemeinderat teilt mit, was er mit diesem Geld realisieren möchte, ohne bereits zu wissen, wie dies erfolgen soll (beispielsweise Langsamverkehr oder Energie). Aber das Thema ist wichtig und die Wichtigkeit wird betont, indem Geld auf die Seite gelegt wird. Das geschieht natürlich virtuell, wie bereits mehrmals erwähnt wurde. Es gibt also keine Schubladen, wo das Geld gelagert wird, sondern es wird angelegt. Es ist eigentlich nichts Anderes als die Reduktion unserer Schulden. Die 120 Mio. Fr., welche in SF "blockiert" sind, sind angelegt und reduzieren unsere ungedeckte Schuld um 120 Mio. Fr.. Noch ein weiteres Argument: Der Stadtrat hat jederzeit die Möglichkeit, über die konkreten Projekte zu bestimmen. Will der Gemeinderat den Bau eines Tunnels für VelofahrerInnen für 8 Mio. Fr. vorschlagen, kann der Stadtrat dies gegebenenfalls ablehnen, egal vom Stand der SF.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich danke für diese Debatte. Es ist wichtig, sich ernsthaft über dieses Thema zu unterhalten und die richtigen Entscheide zu treffen. Bereits jetzt ist absehbar, dass es das elfte und vermutlich letzte Mal sein wird, dass die Stadt in der glücklichen Lage ist, Überschüsse aus der Rechnung verteilen und damit politische Schwerpunkte setzen zu können. Es wird ja verlangt, Schwerpunkte zu setzen, Visionen und Ziele zu definieren. Ich beobachte, dass vielerorts Projekte unterstützt werden, ohne dass deren Finanzierung sichergestellt ist. Biel sollte dieses Vorgehen nicht nachahmen, sondern vielmehr versuchen, die Finanzierung der politisch definierten Ziele sicherzustellen. Vor etwa 20 Jahren wurde begonnen, politische Ziele festzulegen, indem vom Volk Rahmenkredite bewilligt wurden. Leider entstand daraus nichts. Zwar wurde später mittels einer neuen Kompetenzregelung festgelegt, dass nicht das Volk, sondern der Stadt- oder Gemeinderat entsprechende Bewilligungen erteilen konnte, aber die nötigen Mittel fehlten. Es ist noch nicht lange her, seit der letzte Rahmenkredit abgerechnet wurde. Daraufhin wurde eine andere Variante gewählt: die Spezialfinanzierungen (SF). Ich lege Ihnen jetzt kurz dar, was dank der SF im Verlauf der letzten Jahre, bzw. Jahrzehnte, realisiert werden konnte. Es gäbe beispielsweise in Biel keine Wirtschaftsförderung, wenn dazu nicht eine SF geschaffen worden wäre. Dies war die erste grosse SF, welche von meinem Vorgänger, Herrn Hermann Fehr, 1976 geschaffen wurde. Dank dieser SF konnte Biel als eine der ersten Schweizer Städte Wirtschaftsförderungsprojekte entwickeln. Das zweite grosse Projekt war das Renfer-Areal. Ohne SF gäbe es diese Überbauung nicht. Wer dort wohnt, sollte sich bewusst sein, dass dieses Areal nur dank der SF gekauft werden konnte - dies in einer Zeit, als sich die Stadt Biel in einer dramatisch schlechten Situation befand. Die SF dienen also dazu, unsere Stadt zu entwickeln. Weitere Projekte wie beispielsweise die Parkieranlagen oder die Expo.02 waren ebenfalls nur dank entsprechender SF möglich. Ganz wichtig ist die Aussage von Herrn Baltzer: Als die Stadt aus dem Landverkauf für den Autobahnbau, bzw. aus dem Verkauf von Schulhäusern an den Kanton Gewinne erzielte, wurden entsprechende SF geschaffen. Hätten wir dieses Geld in die ordentliche Rechnung aufgenommen, wären vermutlich die Steuern gesenkt worden. Dies hätte zur Folge, dass der Stadt heute keine finanziellen Mittel zur Verfügung stehen würden

(beispielsweise für die Renovation von Schulhäusern oder für andere Projekte). Die finanzielle Lage der Stadt wäre also massiv schlechter. Biel hätte nicht mehr Steuerzahler und würde steuermässig nicht zu den günstigsten Gemeinden im Kanton Bern gehören. Die Stadt hätte das Tafelsilber verscherbelt, um Konsumausgaben zu finanzieren, wie dies andere Gemeinden taten. Das darf nicht sein!

Spezialfinanzierungen haben ihre Bedeutung. Herr Kaufmann, es geht überhaupt nicht um beschlossene Ausgaben. Vielmehr handelt es sich, wie Herr Isler sagte, um Absichtserklärungen. Bestimmte Mittel sollen für einen bestimmten Zweck reserviert werden. Herr Wiher, alle SF haben ein Reglement, welche von einer Mehrheit des Parlaments gutgeheissen wurden, teilweise sogar einstimmig. Sie können dieses Reglement auf dem Internet abrufen und sich so innert kurzer Zeit im Detail über den Verwendungszweck jeder SF informieren. Zum Vergleich mit den Reckchecks: Die Stadt will nicht in die Ferien! Vielmehr sollen Projekte lanciert werden, welche die Stadt Biel dringend nötig hat. Wir bilden keine SF, um schöne Wünsche zu erfüllen und uns Vergnügungen hinzugeben! Es gibt verschiedene Arten von SF: Die einen dienen dazu, Schulden darzulegen, die vorher nie erwähnt wurden (beispielsweise SF SGR 153.49 "Deckungskapital für Renten und Austrittsleistungen von vollamtlichen Mitgliedern des Gemeinderates"). Als ich Stadtpräsident wurde, gab es Verpflichtungen gegenüber den hauptamtlichen Gemeinderäten, die nirgends in der Bilanz erschienen. Damals traten insgesamt vier hauptamtliche Mitglieder aus dem Gemeinderat aus. Dies kostete die Stadt Biel über 3 Mio. Fr.! Von einem Tag auf den andern wurde also die Rechnung um 3 Mio. Fr. belastet. Ich kann Ihnen versichern, dass ich so etwas nicht noch einmal erleben wollte! Deshalb wurde beschlossen, eine SF zu bilden, welche alle potentiellen Zahlungen der Stadt Biel an hauptamtliche Gemeinderäte abdeckt. Das Gleiche geschah bei den Schulhäusern. Ohne entsprechende SF hätte unsere Stadt in diesem Umfang nie Schulhäuser sanieren können! Unsanierete Schulhäuser stellen aber eigentlich Schulden dar (zwar nicht in der Bilanz, aber wenn das Gesamtvermögen aufgelistet wird, kann festgestellt werden, dass unbedingt nötige, aber noch nicht getätigte Investitionen als Schulden zu betrachten sind). Es ist korrekt, sinnvoll und auch transparent, wenn offen eingestanden wird, dass 20 Mio. Fr. für die Sanierung von Schulhäusern benötigt werden. Hingegen wäre es unkorrekt, wenn dieses Geld dem Eigenkapital zugewiesen würde, denn damit würde der Anschein erweckt, dass diese Mittel frei zur Verfügung stünden. SF dienen dazu, vorhandene Lücken, also künftige Ausgaben, finanzieren zu können.

Herr Kaufmann, wenn Sie mir nachweisen können, dass der Gemeinderat Ausgaben aus SF nicht ebenso kleinlich abgewogen hätte wie normale Ausgaben, so müsste ich Ihnen Recht geben. Meine KollegInnen aus dem Gemeinderat können Ihnen aber bestätigen, dass genau gleich darum gerungen wird, dass Ausgaben nicht ohne Not, ohne Grund und ohne konkrete Projekte getätigt werden. Eine SF ist also weder ein Freipass noch stellt sie eine Ausgabe dar! Die Kompetenzen sind gleich geregelt, wie bei allen anderen Ausgaben. Summen über Fr. 300'000.– liegen in der Kompetenz des Stadtrats. Über kleinere Ausgaben kann der Gemeinderat beschliessen. Es stimmt, dass bei der SF SGR 401.9 "Soziale Projekte: Jugend, Sport, Familie, Gleichstellung und Integration" eine zusätzliche Kompetenzregelung vorgenommen wurde. Herr Kaufmann, ich kann Ihnen nicht erklären, weshalb Sie nur die halben Informationen erhalten haben. Ich wäre froh, wenn dieser Sache auf den Grund

gegangen würde. Sicher ist, dass Herr Trösch verlangte, dass die Zuständigkeit für jede SF klar geregelt wird. Ich gebe offen zu, dass mir die SF SGR 401.9 am wenigsten behagt. Meine Kollegen wissen dies ebenfalls. Sie liegt im Verantwortungsbereich der BSKD. Ich nehme an, dass die Differenz von rund Fr. 400'000.– durch früher gefällte Beschlüsse erklärbar ist. Bei gewissen Verpflichtungen, die sich über mehrere Jahre erstrecken (beispielsweise das Projekt Sport et Études) ist es nämlich so, dass die SF nicht immer zeitgleich belastet werden. Dieses grosse Projekt, welches mit der Sportschule Magglingen und dem Kanton Bern durchgeführt wird, wäre ohne SF nicht zustande gekommen. Für dieses Projekt gibt es Verpflichtungen, die vor 4 oder 5 Jahren beschlossen wurden, welche aber erst im Verlauf der nächsten Zeit ganz honoriert werden müssen. Möglicherweise liegt darin der Grund, dass die Zahlen der einzelnen Ausgaben nicht mit den Gesamtausgaben übereinstimmen.

Die sogenannten "Kässeli" gehören leider nicht mir. Der entsprechende Titel im Bieler Tagblatt ist falsch! Diese "Kässeli" werden sowohl vom Stadt- als auch vom Gemeinderat mit grossem Engagement verwaltet. Beide Räte sind dafür besorgt, dass sie möglichst lange Bestand haben. Vorhin erwähnte ich jene SF, welche vorhandene Schulden auflisten. Es gibt aber auch solche, die dazu dienen, in guten Zeiten Mittel auf die Seite zu legen, damit die Entwicklung unserer Stadt fortgeführt werden kann. In diesem Zusammenhang ist Konjunkturreistenz ein wichtiges Stichwort. Es darf nicht sein, dass eine Stadtentwicklung eng der Konjunktur folgt. Und nun eine Bemerkung an die Adresse der Linken: Wir werden nicht umhin kommen, Projekte im Sinne eines FH III zu lancieren. Was Herr Kaufmann sagte, ist richtig: Wir dürfen uns nicht blenden lassen! Die Reserven in den SF sind kein Grund, nicht doch FH III-Projekte zu lancieren. Herr Kaufmann, würden wir den gesamten Überschuss dem Eigenkapital zuweisen, würde der Druck geringer, weil mehr Geld zur Verfügung stünde. Sie sollten dieses Argument nicht allzu laut sagen, denn sonst pflichtet die Linke Ihnen auf einmal zu und moniert, wenn dem Eigenkapital 30 Mio. Fr. zugewiesen würden, müssten weniger Sparprogramme eingeleitet werden. Ich wäre froh, wenn Sie dieses Argument nicht mehr verwenden würden, denn sonst geben wir uns der Illusion hin, über ein grosses Eigenkapital zu verfügen, obwohl Schulden bestehen.

Zurück zum Beispiel mit dem Reckacheck: Vorliegend geht es nicht um Wunschdenken, sondern um Schulden, bzw. um Verpflichtungen, also um Gelder, die für Entwicklungen sichergestellt werden. Und nun folgt etwas Wichtiges: Ich bezweifle, dass Sie einen Reckacheck ohne Verlust verkaufen können! Sollte sich jedoch die Situation ergeben, dass wir Gelder aus SF für die Deckung von Defiziten benötigen, hätte der gleiche Rat, welcher der Schaffung der SF zugestimmt hat, die Kompetenz, diese wieder aufzuheben. Das ist bereits vorgekommen: Nicht mehr benötigte SF wurden aufgehoben oder umgewandelt. Ich hoffe nicht, dass sich die nächste Generation gezwungen sieht, andere Quellen anzuzapfen, um Bilanzfehlbeträge zu vermeiden, weil kein Eigenkapital mehr zur Verfügung steht. Sollte dieser Fall dennoch eintreten, so könnte sie das theoretisch tun, ohne dass irgendein Verlust entstehen würde. Ihre Aussage stimmt nicht: SF sind keine Ausgabebeschlüsse! Es geht lediglich um ein Reservieren von Mitteln. Wenn Sie zuhause Geld für den Coiffeur beiseite gelegt haben, dann aber lieber Kaugummi kaufen, so können Sie dem Kässeli den entsprechenden Betrag entnehmen und ihn kaufen. Genau gleich ist es mit den SF.

Ich bin dankbar für alle Redner, welche die Frage nach der Transparenz geklärt haben. Ich bin gerne zu jeder Information bereit. Die zitierte Liste gibt bereits viele Auskünfte. Zudem finden Sie auf den Seiten 155/156 der Rechnung 2008 detaillierte Angaben zu den Passivkonten. Ich bin überzeugt, dass sich die Stadt Biel nicht nur, aber auch dank der SF gut entwickelt hat, dass wir gewisse mittelfristige Ausgaben anstreben konnten, und dass dadurch eine Perennität entstanden ist (insbesondere auch bei den Investitionen). In den 90er-Jahren lagen diese bei rund 4 bis 5 Millionen pro Jahr. Dank der SF haben sie eine Höhe erreicht, welche der Grösse und Bedeutung der Stadt Biel entspricht. Ich werde mich nochmals zu den einzelnen SF zu Wort melden und danke für die Möglichkeit, meine Sicht der Dinge darzulegen.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je crois qu'avec ces propos la discussion générale est terminée. Nous revenons à l'élection de la Commission préconsultative spéciale du Conseil de ville pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade".

129. Élection de la Commission préconsultative spéciale du Conseil de ville pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade" (suite)

Vote

Résultats de ce premier tour de scrutin:

bulletins distribués	50
bulletins rentrés	50
blanc et non valables	0

Au total 305 voix ont été attribuées ce qui donne une majorité absolue de 18. Sont élus:

- Hans-Ulrich Köhli	39 voix
- Daphné Rüfenacht	33 voix
- Émilie Moeschler	31 voix
- Niklaus Baltzer	31 voix
- Heidi Stöckli Schwarzen	31 voix
- Muriel Beck Kadima	30 voix
- Paul Blösch	26 voix

Obtiennent la majorité absolue et ne sont pas élus:

- Fiorella Linder	24 voix
- Alain Nicati	24 voix
- Andreas Sutter	24 voix

Pas élu:

- Roland Gurtner	12 voix
------------------	---------

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Conformément à la procédure d'élection, selon l'article 61, al. 4 du Règlement du Conseil de ville (RDCo 151.31): *"Si davantage de personnes portées candidates obtiennent la majorité absolue qu'il n'y a de sièges à attribuer, est élue, celle qui obtient le plus de voix. En cas d'égalité des voix, c'est le sort qui décide"*. Nous sommes dans le cas de figure où nous avons trois candidats ayant obtenu la majorité absolue avec égalité de voix et seulement deux sièges sont encore à repourvoir. Ainsi entre Madame Linder, Messieurs Nicati et Sutter, le tirage au sort décidera de l'élection.

Kaufmann Stefan, FDP: Wie ich zu Beginn der Debatte bereits erwähnte, war diese Wahl schlecht aufgegleist und fährt nun nicht gerade glücklich fort. Die Fraktion Forum zieht deshalb ihre Kandidaten zurück.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La procédure d'élection a déjà eu lieu! Demandez-vous donc un deuxième tour d'élections pour les deux sièges restants? ...*Interpellations...*

Eschmann René, Fraktion SVP/FPS: Herr Kaufmann deklarierte zu Beginn der Debatte klar, dass die Sitzverteilung zwischen Links und Rechts unter Berücksichtigung der Sitze *aller* Kommissionen gewährleistet sein muss. Im Vorfeld wurden Gespräche mit der Linken geführt. Ich gehöre dem Stadtrat seit bald 16 Jahren an und hatte immer den Eindruck, es werde Rücksicht genommen und dem anderen Lager Respekt gezollt. Ich stelle aber fest, dass dies in letzter Zeit nicht mehr der Fall ist. Mit diesem Machtgebaren habe ich je länger desto mehr Mühe! Wenn moniert wird, die Grünliberalen gehörten der Rechten an, so kann ich nur müde lächeln. Schauen Sie sich doch die dringlichen Vorstösse an, welche die Grünliberalen heute Abend einreichen werden! Das hat doch mit rechts nichts zu tun! Meine Fraktion ist mit dieser Vorgehensweise nicht einverstanden! Aufgrund der Art und Weise, wie dieses Wahlverfahren abgehandelt wurde, ist die Fraktion SVP/FPS nicht mehr bereit, einen Kandidaten zu stellen und zieht deshalb die Kandidatur von Herrn Sutter zurück.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Nous pourrions nous croire à une pièce de théâtre concernant ces élections. Pour le Groupe socialiste, une des priorités est que tous les Groupes soient représentés. Pour l'instant, le Groupe socialiste, le Groupe Forum, le Groupe des Verts et le Groupe des Verts libéraux sont représentés. Il reste actuellement deux sièges à répartir. Le Groupe UDC/PSL n'a pas de siège et il y a encore un siège à répartir pour le Groupe Forum. La proposition est que nous votions un siège pour le Groupe UDC/PSL et un siège pour le Groupe Forum. Ainsi, tous les Groupes seront représentés.

Depuis le début, nous avons défendu le fait que cette Commission était une commission non permanente et comme les autres commissions, elle devrait représenter les forces qu'il y a au Conseil de ville. Nous avons un Conseil de ville qui est à majorité à gauche. Je pense qu'à ce titre, cinq sièges répartis entre le Groupe socialiste et le Groupe des Verts n'est pas trop gourmand. J'espère que nous pourrions nous entendre. Je pense qu'il y a eu plus de candidatures, que la force qui se dégage de la droite pour cette Commission. Ainsi, nous vous laissons délibérer. Je vous propose de régler vous-mêmes les candidatures, que vous voulez proposer

pour cette Commission. C'est d'ailleurs ce que le vote de la gauche a montré ce soir. Je vous remercie de votre attention.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La procédure de vote est claire. Étant donné qu'il y a trois candidats à égalité de voix, l'élection se fait par tirage au sort. Si un candidat veut refuser son élection, libre à lui. Pourtant, le groupe ne peut pas retirer sa candidature. Pour le cas présent, c'est le candidat qui doit renoncer à son élection. Nous sommes dans la procédure d'élection, à moins qu'un candidat ne se retire avant le tirage au sort. ...*Interpellations...* Je vois, que vous discutez en groupes. Je vous propose donc d'interrompre la séance pour la pause et de reprendre l'élection à 20h50. Mais d'abord, nous allons écouter les motivations des urgences.

132. Motivation de l'urgence de la motion 20090245, Commission de gestion "Organe municipal de contrôle des finances indépendant"

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Die GPK reicht heute Abend eine dringliche Motion zum Thema "unabhängiges, städtisches Finanzkontrollorgan" ein. Die Dringlichkeit ist dadurch gegeben, dass mit dem Projekt Struktur Biel 2013 bereits im kommenden Monat gestartet wird, und dass das genannte Thema in diesem Zusammenhang angegangen werden muss.

Vote

sur la motivation de l'urgence de la motion 20090245, Commission de gestion "Organe municipal de contrôle des finances indépendant"

L'urgence est accordée.

133. Motivation de l'urgence de la motion 20090244, Max Wiher, Groupe des Verts libéraux, "Variantes de raccordement pour l'orientation 0"

Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP: Die Dringlichkeit der Motion ist dadurch gegeben, dass der Leitungsausschuss bereits an der Arbeit ist. Wir möchten, dass dabei auch eine neue Anschlussvariante mit Stossrichtung 0 berücksichtigt wird.

Vote

sur la motivation de l'urgence de la motion 20090244, Max Wiher, Groupe des Verts libéraux "Variantes de raccordement pour l'orientation 0"

L'urgence est accordée.

134. Motivation de l'urgence de la motion 20090243, Hans Ulrich Köhli, Groupe des Verts libéraux, "Pas de défrichages inutiles sur l'aire de l'usine à gaz; davantage d'espaces verts et libres sur l'Esplanade"

Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP: Diese Motion steht im Zusammenhang mit der Planung des Projekts Esplanade. Die Dringlichkeit ist gegeben, weil das Wettbewerbsverfahren bereits läuft.

Vote

sur la motivation de l'urgence de la motion 20090243, Hans Ulrich Köhli, Groupe des Verts libéraux "Pas de défrichage inutiles sur l'aire de l'usine à gaz: davantage d'espaces verts et libres sur l'Esplanade"

L'urgence est accordée.

135. Motivation de l'urgence de la motion 20090242, Hans Ulrich Köhli, Groupe des Verts libéraux, "Inventaire inexistant des objets naturels dignes de protection"

Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP: Bei der Baudirektion sind bereits viele Naturobjekte aufgelistet. Zurzeit gehen in Biel sehr viele Naturobjekte verloren. Weil sie nicht geschützt sind, werden sie in den Baubewilligen nicht berücksichtigt. Die Dringlichkeit ist dadurch gegeben, dass künftig rascher gehandelt werden kann.

Vote

sur la motivation de l'urgence de la motion 20090242, Hans Ulrich Köhli, Groupe des Verts libéraux "Inventaire inexistant des objets naturels dignes de protection"

L'urgence est accordée.

136. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090246, Émilie Moeschler, Groupe socialiste, "Quelle répression policière le Conseil municipal accepte-t-il à Bienne?"

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste a pris connaissance dernièrement, tout comme vous, par la voie de la Presse ou par le biais de la distribution des ces jolis cotons-tiges, du comportement assez disproportionné de la Police cantonale. Apparemment, la Police Cantonale a procédé à des prélèvements d'ADN, de manière assez disproportionnée et inadéquate, d'autant plus que cela semble être dirigé contre certains mouvements alternatifs. C'est pourquoi, le Conseil de ville estime important que le Conseil municipal se positionne rapidement sur ces questions. Il est clair que ces questions sont de la compétence du Canton. Il

n'empêche que ce qui se passe dans notre Ville, par l'agissement de la Police, nous regarde et l'urgence est ainsi assez claire. Une manifestation aura lieu le 4 juillet 2009, afin de dénoncer ces agissements. C'est pour cette raison qu'il serait important, que le Conseil municipal puisse se prononcer sur ces questions, le plus rapidement possible. Je vous remercie de votre soutien.

Vote

sur la motivation de l'urgence de l'interpellation 20090246, Émilie Moeschler, Groupe socialiste "Quelle répression policière le Conseil municipal accepte-t-il à Bienne?"

L'urgence est accordée.

Interruption de la séance: 19h45 - 20h50

129. Élection de la Commission préconsultative spéciale du Conseil de ville pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade" (suite)

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous reprenons le cours de la séance avec l'élection de la Commission préconsultative spéciale du Conseil de ville pour les projets "Structures biennoises 2013 et Esplanade".

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste demande, sous forme d'une motion d'ordre, de reprendre ces discussions lors de la séance de demain. Cela permettra de calmer les esprits et de discuter dans nos groupes respectifs, de la suite que nous souhaitons donner à ces élections. Je vous remercie de votre attention.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Il s'agit d'une motion d'ordre. Nous passons directement au vote. Si la motion d'ordre est acceptée, ce point sera à l'ordre du jour de la séance de demain, en début de séance.

Vote

Sur la motion d'ordre de reprendre les discussions à la séance du 25 juin 2009.

La motion d'ordre est acceptée.

131. 20090110 Règlement du financement spécial pour une mobilité douce sûre (suite)

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Wie Frau Liechti Gertsch zu Beginn der Sitzung bereits erwähnte, fand in der GPK keine Grundsatzdiskussion über Sinn und Unsinn von SF statt. Sie konzentrierte sich lediglich auf die einzelnen Anträge des Gemeinderats. Dennoch färbten die unterschiedlichen politischen Haltungen das Abstimmungsergebnis. Das Reglement über die SF "Sicherer Langsamverkehr" war das erste Diskussionsobjekt dieser Art. Vermutlich aus diesem Grund bekam dieses am meisten "Fett" ab... In der inhaltlichen Diskussion gab vor allem die Diskrepanz zwischen dem im Reglement umschriebenen Zweck dieser SF und der im Bericht dargelegten Prioritätensetzung zu reden. Das Reglement möchte die Finanzierung von Massnahmen baulicher und signalisationstechnischer Natur zur Erhöhung der Sicherheit für den Langsamverkehr, insbesondere für Velofahrende, ermöglichen. Der Bericht hingegen fokussiert die Priorität der Massnahmen auf den Problembereich Madretsch / Unterführung Mettstrasse und würde damit sämtliche Mittel (4 Mio. Fr.) für sich beanspruchen. Die Absichtserklärung des Gemeinderats, Massnahmen im Bereich der erwähnten Unterführung vorzunehmen, wurde in der GPK zur Kenntnis genommen. Die Wogen im Gremium konnten dadurch jedoch nicht geglättet werden. Die Mitglieder brachten ihre Enttäuschung über die bisherige Tatenlosigkeit des Gemeinderats wortstark zum Ausdruck und die Absichtserklärung des Gemeinderats - wie er sie im Bericht darlegt - nützte nichts. Schliesslich hiess eine Mehrheit der GPK die Errichtung dieser neuen SF gut, weil damit Projekte im Bereich "sicherer Langsamverkehr" und insbesondere ein Bauprojekt Madretschstrasse-Mettstrasse schneller bewilligt und realisiert werden kann, denn das Geld wird dadurch bereits reserviert und es muss nicht zulasten anderer wichtiger Projekte in die Investitionsplanung aufgenommen werden. Die GPK ist jedoch klar der Meinung, dass der Gemeinderat - wenn das Parlament heute Abend die neue SF gutheisst - gewährleisten muss, dass noch weitere Projekte für den sicheren Langsamverkehr aus dieser SF finanziert werden und nicht bloss die geplante Unterführung. Mit diesen Bemerkungen empfiehlt die GPK, dem Geschäft zuzustimmen.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Die schweizerische Wirtschaft befindet sich in einer tiefen Rezession. Hingegen gibt es etwas, was Hochkonjunktur hat: die Bieler Spezialfinanzierungen... Es sollen gleich vier neue geschaffen werden. Dieses Vorgehen erinnert mich an die Eichhörnchen, die überall im Wald ihre Vorräte anlegen und zu guter Letzt nicht mehr wissen, wo sie ihre Häufchen versteckt haben und was sich genau in den Verstecken befindet. Die erste zur Diskussion stehende SF "Sicherer Langsamverkehr" erinnert mich an dieses Verhalten. Ich weiss nicht, ob es dem Gemeinderat entgangen ist, dass bereits eine SF für dieselben Aufgaben besteht. Die heute vorgeschlagene SF hat folgenden Zweck: *"Die SF dient zur Finanzierung von Massnahmen baulicher und signalisationstechnischer Natur zur Erhöhung der Sicherheit für den Langsamverkehr in Biel, insbesondere für Velofahrende."* Es gibt aber bereits die SF SGR 761.5 "Förderung des öffentlichen Verkehrs, des Fussgänger- und Fahrradverkehrs und des alternativen Fahrzeugverkehrs." In der Rechnung 2008 finden Sie diese unter dem Konto 9100 mit einem Stand von 3,3 Mio. Fr.. Ferner ist der Verordnung über das Parkieren (Parkierungsverordnung SGR 761.11) unter Art. 24 (Förderung des Fussgänger- und Fahrradverkehrs) zu lesen: ...*"a) Die Erhöhung der Sicherheit und des Komforts bestehender Fussweg- und Fahrradverbindungen. b) Die Schaffung von neuen*

Fussweg- und Fahrradverbindungen". Soll mir einer den Unterschied dieser beiden SF erklären und erläutern, weshalb es für den gleichen Zweck deren zwei braucht! Für mich geht das nicht auf! Ich weiss, dass die Finanzierung eine andere ist. Frau Liechi Gertsch erklärte vorhin, wo die Reglemente zu finden sind. Wenn Sie jedoch das Reglement der SF SGR 761.5 "Förderung des öffentlichen Verkehrs, des Fussgänger- und Fahrradverkehrs und des alternativen Fahrzeugverkehrs" suchen, finden Sie dieses nirgends auf dem Internet. Sie müssen sich beim Stadtschreiber nach dem Reglement erkundigen - ein weiterer Punkt, den ich bemängle. Wir sollten uns deshalb wirklich überlegen, ob es sich lohnt, eine projektspezifische SF zu schaffen. Ich möchte Sie daran erinnern, dass die strassenbauliche Sanierung und Verkehrsoptimierung der Nordachse 14 Mio. Fr. kostet, und dass es hierfür keine SF benötigte. Man könnte geltend machen, es bräuhete auch je eine SF Orpundplatz, Esplanade usw... Die Velounterführung Mettstrasse ist nichts Anderes als eine Investition in die Infrastruktur und kann aus der normalen Rechnung bezahlt und über diese abgeschrieben werden. Dazu braucht es wirklich keine SF! Zudem besteht ja bereits eine! Wenn im Bereich Signaletik Verbesserungen gemacht werden sollen, so sind ja 3,3 Mio. Fr. vorhanden. Ich möchte wissen, was der Unterschied dieser beiden SF ist und weshalb es eine zweite braucht! Die Fraktion Forum lehnt die Schaffung einer zweiten SF ab!

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: Concernant le Règlement du financement spécial pour une mobilité douce, nous avons décidé de nous fixer sur le Règlement et non pas sur le texte explicatif. En effet, il y a une discordance: le texte mentionne explicitement le passage sous-voies à la rue de Madretsch/rue de Mâche, ce qui à lui seul viderait le financement spécial. Le Règlement stipule que: "*Le financement spécial sert à financer des mesures de construction et de signalisation en faveur de l'amélioration de la sécurité et de la mobilité douce à Bienne*", ce qui est, à notre avis, absolument nécessaire. Il existe beaucoup de projets et ce financement spécial peut être réalimenté, ce que nous espérons vivement. Ce financement spécial, sur l'ordre du jour, est dévolu à la Direction des finances, alors qu'il devrait peut-être l'être à la Direction des travaux publics. Quelle en est la raison? Je vous remercie de votre attention.

Isler Peter, Fraktion SP: Seit Jahren schlägt die SP Massnahmen zur Förderung des Langsamverkehrs vor. In jeder unserer Wahlkampagne war dies ein prominentes Thema. Die SP wünscht mehr Sicherheit, mehr Möglichkeiten, aber auch mehr Attraktivität für Velofahrende - dies vor allem auch im Hinblick auf den Umweltschutz. Unsere Kinder und Enkel (unsere Zukunft also) flitzen auf den Strassen umher und müssen geschützt werden. Dies wird von Herrn Kaufmann auch nicht bestritten. Er bestreitet lediglich die Rechtfertigung der vorliegenden, neu zu schaffenden SF, weil bereits eine existiere. Ich bin ein wenig überrascht und möchte es der weiteren Diskussion überlassen, ob es allenfalls sinnvoll wäre, die vorgesehenen 4 Mio. Fr. der bereits bestehenden SF zuzuweisen oder nicht. Es gibt dazu noch "technische" Details zu besprechen. Für die Fraktion SP ist jedoch unbestritten, dass 4 Mio. Fr. in Form einer SF (also einer Absichtserklärung!) für diesen Zweck gesprochen werden sollen. Wie die Fraktion der Grünen möchte die Fraktion SP die Verwendung im Sinn des Reglements festlegen: Es geht nicht darum, ein bestimmtes Projekt prioritär zu behandeln, es sei denn, eine Studie würde aufzeigen, dass dieses das wichtigste und dringendste sei. Meine persönliche Meinung zur Unterführung Mettstrasse ist, dass dort sofort etwas unternommen werden muss. Natürlich kann mit einer

Sofortmassnahme nicht ein Tunnel für 8 Mio. Fr. gemeint sein, sondern es braucht Spezialisten, die sich intensiv mit diesem Thema beschäftigen. An der letzten Stadtratsitzung wurde ja bereits ein Vorschlag unterbreitet: Herr Fischer schlug vor, die VelofahrerInnen sollten schneller fahren, weil damit das Problem gelöst sei... Vielleicht gibt es auch noch andere Vorschläge, die kurzfristig realisiert werden könnten. In diesem Sinn stimmt die Fraktion SP der Vorlage zu und möchte noch konkretere "technische" Details erfahren.

Im Übrigen bin ich ausserordentlich glücklich, dass das Parlament wieder einmal verschiedener Meinung ist. Man kann nicht gerade sagen: Es fliegen die Fetzen. Aber immerhin weht ein frischer Wind. Den Journalisten gegenüber sind wir PolitikerInnen ja ein wenig verantwortlich, dass etwas läuft, nicht dass sie plötzlich einschlafen (wie schon mehrfach angedroht wurde...). Wir möchten nicht, dass sie einschlafen, sondern dass sie darüber berichten, was PolitikerInnen tun, denn am Stammtisch oder bei Leserbriefen ist oft zu vernehmen, PolitikerInnen würden eh nichts tun und was sie tun, sei falsch oder zu spät. In diesem Sinne meine ich: Nicht wahr, Herr Kaufmann, wir machen weiter so?

Nicati Alain, PRR: Monsieur Isler a dit, que si nous n'acceptons pas le Règlement du financement spécial c'est que nous refusons le projet. C'est faux! Nous ne sommes pas contre le projet, mais nous pensons qu'il ne doit pas être financé par cette voie. Si je mets 100 fr. dans un tiroir pour acheter un vélo à mon gamin, au moment où il en aura besoin, il ne faudra pas qu'il vienne me dire que je peux le lui acheter tout de suite, puisque j'ai mis les 100 fr. dans le tiroir. Nous luttons contre le principe du financement spécial et non contre ce projet.

Ogi Pierre, PSR: Avec ces financements spéciaux, la Ville a une véritable fortune. Ce n'est pas facile de négocier avec une ville qui est toujours à zéro franc, alors qu'elle est pleine d'argent! Cela ne me gêne pas, au contraire je suis content que la Ville ait autant d'argent. Il est important que la Ville montre combien d'argent elle a pour un projet. C'est la raison pour laquelle j'ai déposé une interpellation ce soir. Cette interpellation demande combien la Ville dispose-t-elle de financements spéciaux. Tout le monde se pose cette question. Le Conseil municipal va certainement nous faire une liste détaillée de ses avoirs. Une fois de plus, sans le vouloir réellement, j'ai de nouveau de l'avance sur tout le monde!

Grünenwald Samuel, UDF: Nous l'avons entendu, à gauche comme à droite, ce passage sous-voies est une nécessité. Nous avons du mal à comprendre, pourquoi on ne veut pas libérer les fonds nécessaires rapidement, afin d'entreprendre les travaux nécessaires pour la sécurité de ce passage sous-voies. Ce n'est peut-être pas une question de mauvaise volonté de vouloir le faire, mais c'est peut-être une question de mauvaise volonté de libérer les fonds. Il s'agit de deux choses différentes.

J'aimerais vous lire le premier paragraphe de ce rapport en français. Je vous prie de bien vouloir y porter attention. *"Ces dernières années, la densité du trafic routier n'a cessé d'augmenter sur le réseau communal"*. Je m'arrête là pour l'instant. Dans le rapport du Règlement du financement spécial relatif au programme de mesures de mise en œuvre du label "Cité de l'énergie", il est dit que des mesures de réduction de la circulation sont prises. À une place, il n'y a pas de succès par rapport à ce qui a été

entrepris ou alors, ici, on exagère. Je ne pense pas, car il y a toujours beaucoup de circulation en ville. Le Conseil municipal aurait aussi pu nous dire, dans quelle proportion la densité du trafic a augmenté, en pourcentage ou en nombre. Je pense que des statistiques sont effectuées.

Je lis la suite du premier paragraphe: *"Il en résulte une charge accrue, voire parfois une surcharge de trafic sur les divers axes routiers. Si cela se solde en premier lieu par une réduction de la qualité pour le trafic individuel motorisé en ce qui concerne la durée des trajets, les effets sont plus graves pour la mobilité douce"*. Je suis tout à fait d'accord. Je roule à vélo en ville et je sais que ce n'est pas simple. Je trouve qu'il y a bien des choses à faire.

J'en viens maintenant à l'essentiel. J'aimerais vous faire comprendre, que les embouteillages et les réactions en résultant (telles que l'impatience, le manque de prévenance), augmentent le risque de danger pour les adeptes de la mobilité douce, surtout pour les cyclistes. Comme il est écrit dans le rapport, l'impatience et le manque de prévenance sont attribués à l'automobiliste. J'aimerais dire une chose: il faudrait aussi de la patience et de la prévenance de la part de la mobilité douce. Lorsqu'un cycliste dépasse par la droite un automobiliste, où cela n'est pas permis, lorsque qu'un vélo roule sur un passage pour piétons, lorsque qu'un cycliste montre l'index à un automobiliste ou lorsqu'il tape sur une voiture, ce ne sont pas des références qui favorisent la mobilité douce, à l'encontre de l'automobiliste. Je pense, que les cyclistes aussi feraient bien de faire preuve de prévenance et parfois aussi de patience. Ce n'est pas parce que l'on est en mobilité douce que l'on a tous les droits sur la route. J'aurais aussi pu rajouter l'exemple du cycliste, qui roule avec le natel dans une main et le cigare dans l'autre! Merci.

Wiederkehr Martin, SP: Wenn ich mit dem Velo unterwegs bin, komme ich nicht zum Rauchen oder Telefonieren, denn ich bin ausreichend damit beschäftigt, zu beobachten, was um mich herum geschieht! Ich interpretiere diese SF so, dass sie nicht nur zur Förderung des Langsamverkehrs an sich vorgesehen ist, sondern primär zur Förderung der Sicherheit (also für bauliche Massnahmen, die die Sicherheit für Velofahrende erhöhen). Auf dem Platz Biel gibt es verschiedene Strassen, wo die Sicherheitssituation für Velofahrende prekär ist. Nehmen wir das Beispiel Nordachse (ich befahre sie täglich): Auch wenn diese jetzt saniert wird, so wird sie auch inskünftig punkto Sicherheit nichts für durchschnittliche VelofahrerInnen sein, vorausgesetzt, es werden nicht doch noch zusätzliche Massnahmen für den Langsamverkehr ergriffen. Der Kreditrahmen ist vorgegeben, der Stadtrat hat ihm zugestimmt. Es wird ein schöner Velostreifen aufgemalt werden. In vielen Städten wird aber heutzutage der Bereich für die VelofahrerInnen nicht mit einem Streifen, sondern mit einem andersfarbigen Belag markiert. Dies wird von den AutomobilistInnen besser wahrgenommen, weil die Strasse dadurch deutlich verengt scheint. Auf dem Velostreifen von der Magglingenbahn Richtung Mühlebrücke zu fahren ist gefährlich - ich kann mir diese Strecke zumuten, weil ich weiss, wie ich mich verhalten muss und wo ich allenfalls ausweichen kann. Aber ganz zu schweigen von all den Ästen, die mir ins Gesicht schlagen, wenn ich diesen Weg in der Gegenrichtung fahre! Hier wäre ein Helm mit einem Gitter vor dem Gesicht (wie bei einem Eishockeyhelm) nötig, wenn ich auf dem Velostreifen fahren möchte. Ich bin also geradezu gezwungen, die Fahrbahn der Autofahrer zu benutzen. Hier braucht es dringend bauliche Veränderungen; nur einen Velostreifen aufzumalen, reicht nicht

aus! Bei verschiedenen künftigen Strassenprojekten braucht es solche bauliche Massnahmen und diese verursachen Mehrkosten. Wo aber werden Kosten eingespart, wenn der Budgetrahmen eng ist? Bei "Sonderwünschen" der VelofahrerInnen (beispielsweise eine andere Belagsfarbe für den Velostreifen)! Bezüglich Sicherheit macht diese SF sicher Sinn, denn damit kann auch die Sicherheit erhöht und nicht nur der Langsamverkehr an sich gefördert werden. Danke.

Baltzer Niklaus, SP: Ich habe eine Verständnisfrage: Die Fraktion Forum beantragte, keine neue SF Langsamverkehr zu schaffen, weil sie moniert, es gebe bereits eine SF mit dem gleichen Zweck. Meiner Meinung nach ist dieser Antrag noch nicht vollständig. Es müsste doch diskutiert werden, was mit den 4 Mio. Fr. geschehen soll, die nun möglicherweise nicht der neuen SF zugewiesen wird. Aufgrund der Aussagen meiner Vorredner sehe ich zwei Varianten: Entweder wird dieser Betrag der anderen SF oder dem Eigenkapital zugewiesen. Ich nehme an, dass die Fraktion Forum eher an eine Zuweisung ans Eigenkapital denkt, aber dieser Punkt ist noch nicht ganz klar.

Kaufmann Stefan, FDP: Bis jetzt hat keiner meiner VorrednerInnen erklärt, was der Unterschied zwischen den beiden SF ist. Ich gehe davon aus, dass es schwierig sein dürfte, einen Teil des Rechnungsüberschusses dieser einen SF zuzuweisen. Die Fraktion Forum schlägt deshalb vor, die 4 Mio. Fr. dem Eigenkapital zuzuweisen. Wenn aber dereinst ein konkretes Projekt vorgelegt wird, wird die Fraktion Forum dieses sicher unterstützen.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich äussere mich jetzt zu der grundsätzlichen Frage, was der Unterschied zwischen der neu zu schaffenden und der bestehenden SF sei. Anschliessend wird Herr Klopfenstein zu der SF "Sicherer Langsamverkehr" an sich sprechen (die Unterlagen weisen einen Fehler auf: Das Geschäft liegt nämlich in der Verantwortung der Baudirektion). Ein vormaliges freisinniges Stadtratsmitglied, Herr Leutenegger, regte die Schaffung der SF an, welche Sie in der Rechnung unter dem Konto 9100 finden. Damals hatte der Freisinn noch Weitsicht und beantragte von sich aus die Schaffung von SF... Die erwähnte SF entstand aus einem historischen Kompromiss zwischen der Linken und Rechten. Es wurde beschlossen, die Einnahmen aus der Parkierrechnung wie folgt zu verwenden: Die eine Hälfte wurde der SF Parkierungsanlage zugewiesen (SGR 761.5 Reglement über die Bewirtschaftung, Finanzierung und Erstellung öffentlicher Parkierungsanlagen (Parkierungsreglement)) und die andere der SF "Förderung des öffentlichen Verkehrs, des Fussgänger- und Fahrradverkehrs und des alternativen Fahrzeugverkehrs." Es freut mich, dass ich auf die Frage von Herrn Kaufmann sagen kann, dass der damalige Fraktionspräsident und langjährige Vertreter des (echten!) Freisinns die Schaffung dieser SF anregte. Dieser Akt stellte insofern einen Kompromiss dar, als dass die Rechte Parkhäuser bauen, die Linke hingegen den öffentlichen und Langsamverkehr fördern wollte. Nun gibt es aber einen grossen Unterschied zwischen der bereits bestehenden und neu zu schaffenden SF: Weil die Gelder der ersteren aus der Entschädigung für die Benutzung der Parkanlagen stammen, muss die Stadt diese SF mit dem Konto 9100 verzinsen. Es ist also keine "Gratis-SF", sondern sie wird jährlich verzinst. Es ist klar, dass ich nicht darauf erpicht bin, Gelder aus dem Rechnungsüberschuss 2008 einer SF zuzuweisen, die verzinst werden muss. Das wäre ja ein Eigengoal und würde auch die Freisinnigen noch

weiter weg von ihren Zielen bringen... Deshalb schlägt der Gemeinderat die Schaffung einer neuen SF vor.

Nun folgt etwas Wichtiges: Die Frage der Unterführungen (an der Madretschstrasse, aber auch an der Brüggestrasse) ist ein Dauerthema. Sie können die Stadtratsdebatten zurückverfolgen und werden feststellen, dass es unzählige Vorstösse Unterführung von rechts und links bezüglich dieser Unterführungen gab! Weshalb wurden diese nicht gebaut? Weil immer, wenn ein Projekt reif gewesen wäre, die Finanzierung nicht sichergestellt war! Das ist der Grund! Die Mittel zur Finanzierung der Tunnel fehlten! Jetzt, da der Gemeinderat in einem ersten Schritt die Finanzierung sicherstellen möchte, sind Sie dagegen! Ich verstehe die Welt nicht mehr!! Wer will, dass man zumindest mit einem beginnt, sollte die Schaffung dieser SF gutheissen. In einem Punkt muss ich Sie enttäuschen: Der Gemeinderat hegt klar die Absicht, den grössten Teil der Gelder für die Unterführung Mettstrasse-Madretschstrasse zu investieren. Der Baudirektor wird sich auch noch dazu äussern. Dies ist also der zweite Grund, weshalb eine zweite SF errichtet werden muss. Wenn Sie das Geld dem Eigenkapital zuweisen würden, hätte dies zur Folge, dass ein Projekt, welches reif ist, zuerst in die Investitionsplanung aufgenommen werden muss. Die Investitionsplanung ist aber plafoniert. Weil es da keinen Spielraum mehr gibt, wird der Stadtrat entscheiden müssen, welches andere Projekt gestrichen werden soll. Ich bin ja gespannt, wie der Stadtrat in diesem Fall entscheiden würde! Weil die Investitionsplanung plafoniert ist, möchte der Gemeinderat mittels SF dafür sorgen, dass in konjunkturell schwierigen Zeiten Mittel zur Verfügung stehen für Projekte, welche die Stadt schon längst hätte verwirklichen wollen, aber aus finanziellen Gründen immer wieder zurückstellen musste.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Auch ich mache Ihnen beliebt, dieser Vorlage zuzustimmen. Ich bin sozusagen das erste Eichhörnchen, welches über die Vorräte diskutieren darf (gemäss den Worten von Herrn Kaufmann). Wenn ich zynisch wäre, könnte ich sagen: Der Verkehr fliesst ja bereits heute langsam genug durch unsere Stadt. Weshalb braucht es da noch eine SF für den Langsamverkehr...? Spass beiseite! Ich möchte Ihnen den Unterschied zwischen dem Zweck (Reglement) und dem Kommentar (Bericht) erklären. Der Zweck (Art. 2 des Reglements SGR 761.94) ist sehr weitgefasst. Ganz allgemein sollen Massnahmen zur Förderung des Langsamverkehrs ergriffen werden. Im Bericht wird der Sinn dieser SF noch kommentiert. Es wird dargelegt, dass der Fokus - wie vom Stadtrat gefordert - auf die Unterführung Mettstrasse-Madretschstrasse gerichtet werden soll - Herr Stöckli hat es bereits erwähnt. Die ersten 4 Mio. Fr. sollen also für diesen Tunnel verwendet werden. Natürlich wird dieser Betrag bei Weitem nicht ausreichen. Wenn dieser SF weitere Mittel zugewiesen werden, können diese für andere Massnahmen verwendet werden. Vorhin wurde der Baudirektion vorgeworfen, sie sei tatenlos. Wie ich bereits anlässlich der letzten Stadtratssitzung ausführte, hat diese seit dem tragischen Unfall nicht etwa geschlafen, sondern ist am Ausarbeiten von Sofortmassnahmen. Im August wird der Gemeinderat über einen Kreditantrag (Fr. 200'000.-) befinden müssen, damit westlich und östlich des Tunnels je eine Insel gebaut und Tempo 30 eingeführt werden kann. Zudem sollen die Fahrspuren mit gelben Plastikpollern getrennt werden. Die Situation ist recht komplex, weil sich an dieser Stelle auch noch ein Kanalschacht befindet. Deshalb wird die Realisierung dieser Sofortmassnahmen bis zum Spätherbst dieses Jahres dauern. Im Weiteren werden zwei Varianten für den Tunnel geprüft. Die eine sieht rechts und links des Strassentunnels je einen

kleineren Tunnel für die FussgängerInnen und Velofahrenden vor. Dieser Vorschlag wird vermutlich auf wenig Gegenliebe stossen, denn ein Tunnel wird 50 Meter lang sein. Vermutlich wird die bessere Variante sein, den Tunnel zu verbreitern. Das ist jedoch ein riesiges und komplexes Projekt. Die SBB muss miteinbezogen werden und auch die Mattenstrasse wird davon betroffen sein. Für dieses Projekt beträgt der Zeithorizont etwa fünf bis acht Jahre. 4 Mio. Fr. werden dazu nie ausreichen! Vermutlich muss mit 8 Mio. Fr. gerechnet werden. Es stellt sich auch noch die Frage, ob der Verkehr während der Bauarbeiten aufrecht erhalten werden kann, oder ob die Südachse für ein halbes Jahr geschlossen und der Verkehr über die Nordachse gelenkt werden muss. Dies würde bedeuten, dass letztere ungefähr 50'000 Fahrzeuge pro Tag aufnehmen müsste. Sie sehen, es ist ein Riesenprojekt! Deshalb bestreite ich den Vorwurf, die Baudirektion sei tatenlos. Heute soll eine Absichtserklärung abgegeben werden: Eine sichere Unterführung soll gebaut werden. Deshalb ist es sicher der richtige Zeitpunkt, um 4 Mio. Fr. zu reservieren. In diesem Sinn mache ich Ihnen beliebt, der SF "Sicherer Langsamverkehr" zuzustimmen.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 3 avril 2009 concernant le "Règlement du financement spécial pour une mobilité douce sûre", et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 4, let. h du Règlement de la ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Le Règlement du financement spécial pour une mobilité douce sûre est approuvé. Il entrera en vigueur au 1^{er} octobre 2009.

137. 20090112 Règlement sur les financements spéciaux relatifs à l'imposition des personnes physiques et morales

Liechti Gertsch Teres, GPK: Das Herzstück des Berichts des Gemeinderats zu dieser SF kommentiert den Verlauf der Steuereinnahmen im Rück- und Ausblick. Ferner gibt er einen Ausblick auf die Wirtschaftslage der kommenden zwei Jahren. Die Analyse als solche dürfte unbestritten sein. Einerseits werden einige schwierige Jahre mit einer globalen Rezession folgen, wovon auch Biel in einem bestimmten Ausmass betroffen sein wird. Steuerausfälle in den Jahren 2010 - 2012 von durchschnittlich 8 - 15 Mio. Fr. sind möglich. Dies können Sie dem Geschäftsbericht (Seite 60, 2.1.2.5 Wirtschaftliche Risiken) entnehmen. Andererseits wird dieses Jahr aufgrund eines einmaligen Glücksfalls ein zusätzlicher Steuerbetrag zwischen 15 und 18 Mio. Fr. eingenommen. Es handelt sich um eine Ausfinanzierung einer natürlichen Person. Da es sich um einen komplexen, verflochtenen Vorgang handelt und der Betrag nicht in einer einzigen Transaktion überwiesen wird, wird eine etwas unbestimmte Zahl (15 - 18 Mio. Fr.) genannt. Soweit dürfte im Ratssaal Einigkeit herrschen. Die kontroverse Betrachtung tritt bei der Frage ein, ob je 5 Mio. Fr. des Rechnungsüberschusses 2008 den beiden SF "Steuern juristische Personen" (SGR 660.91) und "Steuern natürliche Personen" (SGR 660.92) zugewiesen werden sollen. Eine komfortable Mehrheit der GPK bejaht diese Frage. Im Bericht wird auf die eigentlichen Überlegungen, was zum Vorschlag des Gemeinderats geführt hat, etwas

zu wenig eingegangen. Anlässlich der Medienkonferenz zur Rechnungslegung 2008 war mehr dazu zu hören. Zudem äusserte sich der Finanzdirektor in der generellen Debatte heute Abend bereits ein erstes Mal dazu. Die Überlegung ist folgende: Der Gemeinderat möchte mit diesen SF erreichen, dass ein bisschen weniger restriktiv budgetiert werden muss. Für das Jahr 2010 werden zwar so oder so tiefere Steuereinnahmen budgetiert werden müssen, aber für die Schlusslesung des Voranschlags wäre es von Vorteil, wenn der Gemeinderat davon ausgehen könnte, dass im Falle von geringeren Steuereinnahmen im Jahr 2010 Gelder aus beiden SF Steuern entnommen werden könnten, um ein Defizit zu vermeiden. Ich möchte mit aller Deutlichkeit sagen, dass es überhaupt nicht darum geht, dass der Finanzdirektor positivere Ergebnisse präsentieren kann, und es geht auch nicht darum, das Volk zu täuschen. Vielmehr geht es um Folgendes: Wenn wir zweimal 5 Mio. Fr. Steuergelder aus diesem einmaligen Glücksfall für die Deckung künftiger Steuerausfälle reservieren könnten, hätten wir eine in sich logische, kohärente Situation und wir wüssten dann, dass wir ein bisschen weniger restriktiv budgetieren könnten. 2008 gab es also einen Steuer-Glücksfall. Im nächsten Jahr ziehen jedoch drohende Wolken am Steuer-Himmel auf. Es könnte ein gewisser Ausgleich geschaffen werden. Natürlich kann moniert werden, es käme auf das Gleiche hinaus, ob wir ein Defizit vorentlasten, bzw. gar nicht ausweisen, indem Gelder in einer SF bereitgestellt werden, oder ob wir das ausgewiesene Rechnungsdefizit mit Hilfe des Eigenkapitals ausgleichen. Psychologisch gesehen macht dies jedoch einen grossen Unterschied aus - nicht für das Akademikerhandbuch, sondern für die handfeste Praxis. Die Situation wäre ein wenig ruhiger und weniger panisch zu handhaben, als wenn wir Defizite ausweisen müssten. Defizite lösen ja nicht nur Sachdiskussionen aus, das ist doch der Punkt! Liegt ein Defizit vor, geht es nicht sachlich zu und her, sondern bei gewissen Leuten wird Angst oder gar Panik ausgelöst. Wir alle wissen, dass sich Panik in Zeiten einer Wirtschaftskrise besonders fatal auswirkt. Es ist besser, positive Zeichen zu setzen. Ein solches wäre mit den hier vorgeschlagenen SF möglich. Dies ist einer der Gründe, weshalb der Steuerverwalter für die Schaffung dieser SF eintritt. Auch der Finanzverwalter setzt hier - bei aller Skepsis - auf Kontinuität und ruhige Verhältnisse und befürwortet die Schaffung der SF ebenfalls. Rechtens sind sie, wie der Schriftwechsel zwischen dem Gemeinderat und der BDO Visura aufzeigt: *"Beide Spezialfinanzierungen dienen indirekt zur Erfüllung einer bestimmten öffentlichen Aufgabe, nämlich der sicheren Finanzierung des ordentlichen Geschäftsbetriebes in wirtschaftlich schwierigen Zeiten. Unseres Erachtens ist daher Art. 86 der Gemeindeverordnung eingehalten. Beide Spezialfinanzierungen entsprechen unseres Erachtens sowohl den gesetzlichen als auch den reglementarischen Vorschriften."* Deshalb beantragt Ihnen die GPK, der Bildung der beiden SF zuzustimmen und den Beschlussesentwurf des Gemeinderats gutzuheissen. Danke.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Ich werde nach diesen zwei SF nochmals ans Rednerpult kommen. Die FDP schrieb dem Gemeinderat einen Brief, in welchem sie anzweifelte, dass die neuen SF rechtens sind. Sie wünschte, dass ein unabhängiges Gremium deren Rechtmässigkeit überprüfe. Daraufhin wurde die BDO Visura mit dieser Frage betraut. Man darf sich allerdings die Frage stellen, wie unabhängig dieses Unternehmen ist. Schliesslich hat es die Rechnung 2008 ohne Vorbehalte genehmigt... (Vielleicht gäbe es ein anderes, geeigneteres Gremium). Mit dieser SF sollen künftig nicht erreichte Budgetposten "Steuern" ausgeglichen werden. Vergleichen wir einmal die Rechnung mit dem Budget. Im Jahr 2008 wurden - gegenüber budgetierten Steuereinnahmen von 118 Mio. Fr. - Steuererträge von 152

Mio. Fr. eingenommen. Vergleichen wir diese Zahlen mit jenen des Vorjahres, so wird ersichtlich, dass die Steuerträge im 2008 tatsächlich höher waren, was vermutlich auf den vorhin erwähnten Fall zurückzuführen ist. Der Steuerertrag in diesem Jahr betrug 127 Mio. Fr.. Es waren jedoch auch für dieses Jahr deutlich tiefere Steuereinnahmen budgetiert gewesen.

Vorliegend sollen nun zwei SF geschaffen werden, basierend auf Annahmen des Gemeinderats. Die Fraktion Forum geht davon aus, dass das Budget so erstellt werden muss, dass es ausgeglichen ist. Wenn weniger Steuern eingenommen werden, müssen die Ausgaben entsprechend angepasst werden. Der Gemeinderat legt im Geschäftsbericht dar, dass gewisse Finanzrisiken vorliegen, die er als sehr hoch einstuft (Auswirkungen auf die Stadtkasse in der Grössenordnung von rund 10 Mio. Fr.). Die Budgetgrösse als Basis für den Ausgleich der Steuerertragsausfälle zu nehmen, erachtet die Fraktion Forum als heikel. Es könnte ja durchaus sein, dass die budgetierten Steuererträge erreicht werden, dass aber dennoch ein Finanzfehlbetrag resultiert. Und dieser könnte mit den neuen SF nicht ausgeglichen werden. Die Gesetzgebung auf Gemeindeebene sieht vor, Steuerschwankungen mit dem Eigenkapital aufzufangen. Deshalb frage ich mich, ob es für Biel nicht sinnvoller wäre, wenn die Stadt das Geld dem Eigenkapital zuweist, wo sie es effektiv zum Ausgleich eines Finanzfehlbetrags einsetzen kann anstatt 10 Mio. Fr. einer SF zuzuweisen, die wir unter Umständen nicht oder nur zur Hälfte einsetzen können (wenn beispielsweise nur die juristischen Personen weniger Steuern zahlen, können wir nur die Gelder dieser SF verwenden). Deshalb ist die Fraktion Forum der Meinung, dass diese beiden SF nicht gebildet werden sollen.

Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste: La question posée à ce point de l'ordre du jour est finalement assez simple. Comment pouvons-nous anticiper au mieux le recul des entrées fiscales? Comment le faire, en utilisant à bon escient, les résultats très positifs de l'exercice 2008? Notre objectif est clair. À l'avenir, nous souhaitons que la Ville de Bienne puisse continuer d'assumer ses responsabilités. Il faut pouvoir assurer les charges courantes de notre budget qui, rappelons-le, a déjà été voté l'automne passé, bien avant que la crise ne démarre. Nous ne devons pas préteriter les projets importants d'ores et déjà planifiés. Les investissements doivent pouvoir se poursuivre. Nous voulons éviter tout budget d'austérité, en particulier dans les quelques années à venir. Nous ne voulons pas d'une politique des caisses vides. La Ville de Bienne doit pouvoir continuer de se développer. Elle doit garder son dynamisme, justement parce que l'économie est en difficulté.

En ce qui concerne les ressources fiscales, le recours au financement spécial est une solution intelligente. Ce financement spécial doit permettre de garder nos budgets à venir dans une situation gérable et éviter les inconvénients liés aux chiffres rouges. Le financement spécial est un outil souple et efficace. Nous pouvons nous y engager sans appréhension. Nous l'avons déjà souvent répété: les règles sont claires, les procédures sont identiques à tout investissement qui serait retiré du capital. Les compétences ordinaires prévues par le Règlement de la Ville s'appliquent. Le Conseil de ville conserve donc toutes ses prérogatives. Je ne voudrais pas allonger en vous parlant d'années de vaches grasses et d'années de vaches maigres. La sagesse doit nous conduire à prendre des décisions prudentes et raisonnables, au moment où nous bouclons l'exercice exceptionnel de 2008. Le Groupe socialiste vous propose d'accepter la création de ces deux fonds spéciaux.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Ich weiss nicht, wie sinnvoll es ist, wenn der Stadtrat Geschäft um Geschäft auf sachlicher Ebene à fonds diskutiert und das Abstimmungsergebnis dann immer ungefähr dasselbe ist (beispielsweise 29 ja zu 19 nein), weil die Bürgerlichen offenbar beschlossen haben, diese SF "bachab" zu schicken. Trotzdem möchte ich kurz auf vorliegendes Geschäft eintreten und die Überlegungen der Grünen darlegen. Es ist offensichtlich, dass auf die Stadt ein finanzielles Problem zukommen wird. Mir erscheint, dass dieses auf seriöse Weise eingeschätzt wurde. Wie Sie im Geschäftsbericht auf Seite 60 nachlesen können, ist mit einem mutmasslichen Einbruch des Steuersubstrats von 8 bis 15 Mio. Fr. zu rechnen, mit grosser Wahrscheinlichkeit um die 10 Mio. Fr.. Mit Einlagen in den SF von insgesamt 10 Mio. Fr. würden wir im unteren Drittel dieser Bandbreite liegen. So gesehen würden sie dazu dienen, die Rückgänge bei den Steuereinnahmen auszugleichen. Dies würde eine konstantere Budgetierung ermöglichen und uns erlauben, auf ein allzu enges Korsett zu verzichten und ein wenig Luft zu gewähren. Dies werden wir in nächster Zeit benötigen! Ob dieses Vorgehen den juristischen und buchhalterischen Vorgaben haargenau entspricht, kann ich nicht beurteilen. Dafür sind Spezialisten da. Eine Spezialistenmeinung haben wir gehört und diese erachtet ein solches Vorgehen als rechtens. Schlussendlich müssen wir nicht einem Betriebswirtschafts-Professor in Bern genüge leisten, sondern es geht darum, einen vernünftigen Budgetprozess einzuleiten, um so gewappnet durch die Krise zu gehen. Wenn der Kanton und die Rechnungsprüfungsstelle das Vorgehen als rechtens beurteilen, habe ich keinen Grund, dies anzuzweifeln.

Kaufmann Stefan, FDP: Zur Abklärung der BDO Visura möchte die Fraktion Forum eine Frage stellen: Was versteht die BDO Visura unter folgender Aussage: *"Die beiden Spezialfinanzierungen dienen indirekt der Erfüllung einer bestimmten öffentlichen Aufgabe."* Ich weiss nicht, was damit gemeint ist. Ich möchte nicht auf dem rechtlichen Punkt stehen bleiben. Auf Herrn Grupp's Einleitung kann ich lediglich antworten: So wie das Forum beschlossen hat, die SF mit 19 Stimmen abzulehnen, so haben Sie offenbar beschlossen, diese immer mit 29 Stimmen gutzuheissen. Es lässt sich fragen, wie sinnvoll dies ist... Ich möchte nochmals darauf hinweisen, dass die neuen SF nur verwendet werden können, wenn weniger Steuern eingenommen werden als budgetiert. Ich gehe davon aus - und hier sind wir uns alle einig - dass die Steuereinnahmen zurückgehen werden. Wenn im Jahr 2008 118 Mio. Fr. budgetiert waren, müssen wir für 2010 rund 105 Mio. Fr. budgetieren und das restliche Budget darauf abstimmen. Es ist wohl jedermann klar, dass wir nicht mehr als 118 Mio. Fr. Steuereinnahmen budgetieren dürfen. Ich frage mich, ob wir - wenn wir die Steuereinnahmen schon so viel tiefer budgetieren - denn die SF überhaupt jemals brauchen können.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Vorhin wurde von sieben fetten und sieben mageren Jahren gesprochen. Es herrschten "biblische" Zustände, indem es wesentlich mehr als sieben fette Jahre gab. Ich hoffe, dass nun nicht mehr als sieben magere Jahre folgen werden. Als Herr Stauffer zum ersten Mal als neuer Steuerverwalter das Budget erstellen musste, wurden 17 Mio. Fr. mehr Steuereinnahmen budgetiert, als eingenommen wurden. Seither ist die Zahl 17 Mio. Fr. wieder aufgetaucht, mit anderen Vorzeichen (und im letzten Jahr war es sogar die Zahl 34...)

Zur Info für die Medienschaffenden muss ich hier Folgendes erläutern: Natürlich ist es nicht der Finanzdirektor, welcher die Budgetzahlen (insbesondere die

Steuereinnahmen) schätzt. Ich bin nicht der Oberschätzer der Stadt Biel. Diese Zahlen zusammenzutragen erfordert eine sehr seriöse Arbeit. Unser Steuerverwalter erkundigt sich jeweils bei anderen Städten sowie beim Kanton und Bund (insbesondere i.S. Mehrwertsteuer) nach deren Prognosen. Zudem fragt er bei den grossen Unternehmungen nach, wie sich ihre Zahlen entwickeln. Diese Informationen hält er minutiös fest und errechnet aufgrunddessen die Budgetzahlen. In den letzten fünf Jahren wandte sich der Steuerverwalter jeweils an mich und verlangte von mir, dass ich - wenn ich mehr budgetieren möchte als er errechnet habe, unterschreiben müsse, dass ich die politische Verantwortung dafür übernehmen würde. Ich hatte Glück: Ich wurde dafür nicht kritisiert (von einigen wenigen Ausnahmen abgesehen), dass mehr Steuereinnahmen erzielt wurden als budgetiert. Wenn man nichts Anderes zu schreiben weiss, kann man auch das kritisieren. ...*Zwischenruf*... Doch, Frau Duttweiler, es ist so. Sie müssen einmal mit den Leuten sprechen... Heute lässt sich nicht abschätzen, wie sich die Steuersituation entwickeln wird. Im Jahr 2008 gab es noch sehr gute Steuererträge. Möglicherweise wird die Stadt aber Rückzahlungen erstatten müssen, weil die bereits geleisteten Ratenzahlungen auf den Angaben des Vorjahres basierten. Die Unternehmungen stellen die Veranlagung nicht in Frage, weil sie ja Rückzahlungen verlangen können (Atlanta-Effekt... Anmerkung Ratssekretariat: 1996 investierte die Swatch Group Riesensummen in die Werbung an den olympischen Spielen und zog diese in der Steuererklärung ab, was für die Stadt Biel 12 Mio. Fr. weniger an Steuereinnahmen zur Folge hatte.) Die Stadt wird also Rückzahlungen machen und zusätzlich auch noch Verzugszinse von 3,5% zahlen müssen. (Für die Unternehmungen ist es also noch ganz interessant, die Stadt Biel als Bank zu benützen...) Dieser Effekt könnte bereits im Jahr 2009, sicher aber im Jahr 2010 eintreten.

Wie sollen wir budgetieren? Einerseits wurde der Gemeinderat kritisiert, weil er zu vorsichtig budgetiert hatte (wie wenn er dies absichtlich getan hätte), andererseits weiss man nicht, wie sich die Situation entwickeln wird. Die Stadt erzielt viele Steuereinnahmen von juristischen Personen, und diese sind sehr volatil. Herr Kaufmann, ich möchte nicht, dass der Gemeinderat abgestraft wird, wenn die Zahlen, die er mit bestem Gewissen errechnet hat, nicht erreicht werden. Das allein wäre nicht so schlimm (es geht vorbei, die Karawane zieht weiter), aber ich möchte vor allem vermeiden, dass die Rechnung entsprechend belastet wird. Dieses Ansinnen dürfte auch die Bürgerlichen interessieren, denn damit kann vermieden werden, dass sogleich der Ruf nach Steuererhöhungen laut wird. Auch in wirtschaftlich schwierigen Zeiten soll auf der Einnahmenseite Perennität erreicht werden. Der diesjährige Budgetierungsprozess ist ohnehin schon schwierig genug (es ist der schwierigste seit je: Zurzeit sind wir auf einem Stand von 45 Mio. Fr. Defizit). Der Gemeinderat möchte in dieser Situation nicht aufgeben, sondern weiter kämpfen, so dass ein einigermaßen vertretbares Resultat erreicht werden kann. Wenn Sie jetzt verhindern, dass (dank der Absicherung durch die beiden SF von je 5 Mio. Fr.) realistisch-optimistisch budgetiert werden kann, so muss ein grösseres Defizit budgetiert werden. Denn die Steuereinnahmen dürfen nicht ohne eine gewisse Garantie zu optimistisch eingeschätzt werden. Es geht also bei dieser Vorlage darum, dass wir in dieser wirtschaftlich schwierigen und unsicheren Zeit die Steuereinnahmen nicht allzu pessimistisch budgetieren müssen. Dies kommt doch eigentlich auch der Rechten zugute, denn das bedeutet, dass nicht schon im ersten Krisenjahr nach Steuererhöhung gerufen wird. Das ist die Überlegung. Der Unterschied ist der, Herr Kaufmann: Weisen wir jetzt das Geld dem Eigenkapital zu, können wir es nicht sogleich verwenden, sondern zuerst muss ein Verlust entstehen, dieser muss

budgetiert werden und entsprechend wird der Druck grösser (in letzter Zeit konnte man im Parlament bei Entscheidungen über gewisse Ausgaben kaum mehr zwischen links und rechts unterscheiden). Sie erschweren sich Ihre Arbeit also massiv - im Oktober müssen Sie ja das Budget verabschieden - wenn Sie die Möglichkeit einer Rückfallposition nicht schaffen.

Zur Frage nach der rechtlichen Zulässigkeit: Ich glaube, hierbei handelt es sich um eine politische Frage. Unsere Aufsichtsbehörde hat auf Ihre Intervention hin die gestellten Fragen beantwortet und ich gehe davon aus, dass ich mich auf diese Antworten verlassen kann (schliesslich ist die Revisionsstelle vereidigt worden und muss die Kontrollen vornehmen, zudem wird diese von der GPK gewählt). Herr Kaufmann, wir sind uns sicher einig, dass es sich nicht um eine rechtliche, sondern um eine politische Frage handelt. Es geht um die Entscheidung, ob mit dem einmaligen Steuerertrag, welcher von einer einzigen Person stammt, der Budgetierungsprozess der nächsten Jahre erleichtert werden soll (was natürlich transparent dargelegt wird). Eigentlich möchte ich mit Ihnen wetten, dass wir in den nächsten vier Jahren diese SF brauchen werden! Leider fürchte ich, dass sich die Zeiten ändern werden und wir wieder solche erleben werden, wie wir sie schon früher sahen. Ich möchte sie aber lieber nicht nochmals erleben und wünsche dies weder Ihnen noch Herrn Stauffer.

Vote

Au vu du rapport du Conseil municipal du 3 avril 2009 concernant les règlements sur les financements spéciaux relatifs à l'imposition des personnes physiques et morales, et s'appuyant sur l'art. 87 de l'Ordonnance sur les communes du 16 décembre 1998 (OCo, RSB 170.111) ainsi que sur l'art. 40, al. 1, ch. 4, let. h du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête**:

Les projets de Règlements sur les financements spéciaux relatifs à l'imposition des personnes physiques (RDCo 660.92) et morales (RDCo 660.91) sont approuvés.

138. 20090114 Règlement sur le financement spécial concernant l'amortissement pour le rachat de terrains relatif à l'A5 aux Champs-de-Boujean

Rüfenacht Martin, GPK: Die GPK stimmt dem Beschlussesentwurf des Gemeinderats zu - soviel vorweg. Es handelt sich um eine finanztechnische Angelegenheit zwischen Verwaltungs- und Finanzvermögen. Um buchhalterische Abläufe korrekt abwickeln zu können, soll diese SF errichtet werden. Die Begründung lautet folgendermassen: Beim Landverkauf der Stadt handelt es sich um den Verkauf einer Parzelle an die Burgergemeinde Bözingen, beim Kauf um eine Parzelle der Burgergemeinde Pieterlen, beim Rückkauf handelt es sich vorwiegend um Wege, Strassen und ökologische Ausgleichsflächen. Damit die Rückkäufe zulasten des Verwaltungsvermögens im Umfang von Fr. 2'499'530.- der Rechnung 2008 belastet werden können, soll eine SF gebildet werden. Sie soll noch in diesem Jahr (nach Abschluss aller Landmutationen) aufgelöst werden. Dies könnte der Grund sein,

weshalb gewisse bürgerliche PolitikerInnen der Bildung dieser SF auch zustimmen können. Die GPK unterstützt den Antrag des Gemeinderats. Danke.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Vielleicht sind Sie erstaunt, dass ich schon wieder am Rednerpult stehe. Hier handelt es sich tatsächlich um eine SF! Damit möchte ich zeigen, dass die Fraktion Forum sehr wohl unterscheiden kann, welchen SF sie zustimmt und welchen nicht. In dieser Vorlage gibt es ein Element, das uns frohen Herzens zustimmen lässt: Diese SF ist terminiert. Das Geld wird in einem einmaligen Akt ausgegeben. Deshalb stimmt die Fraktion Forum der Bildung dieser SF zu.

Isler Peter, Fraktion SP: Die Fraktion SP hat sich mit dieser Vorlage befasst. Sie ist in unseren Augen unbestritten.

Vote

Au vu du rapport du Conseil municipal du 3 avril 2009 "Règlement sur le financement spécial concernant l'amortissement pour le rachat de terrains relatif à l'A5 aux Champs-de-Boujean", et s'appuyant sur l'art. 87 de l'Ordonnance sur les communes du 16 décembre 1998 (OCo, RSB 170.111) ainsi que sur l'art. 40, al. 1, ch. 4, let. h du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête**:

Le projet de règlement sur le financement spécial concernant l'amortissement pour le rachat de terrains relatif à l'A5 aux Champs-de-Boujean (no de compte 2281.2250) est approuvé.

139. 20090115 Règlement du financement spécial relatif au programme de mesures de mise en œuvre du label "Cité de l'énergie"

Morier-Genoud Michèle, au nom de la Commission de gestion: Le Conseil municipal nous soumet un projet de financement spécial relatif au programme de mesures de mise en œuvre du label "Cité de l'énergie" d'un montant total de 4 mio. fr., alimenté d'une part par le compte communal (2 mio. fr.) et d'autre part par le compte ESB (2 mio. fr.). Le label "Cité de l'énergie" est proposé par SwissEnergy, qui a été mandaté par la Confédération, pour inciter les communes à adopter des mesures allant dans le sens des recommandations du protocole de Kyoto, signé en 1997 par la Suisse. Dans ce cadre, la Suisse s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8%, entre 2008 et 2012. Actuellement 173 communes, représentant 2,8 mio. d'habitants en Suisse, ont reçu ce label. Ce label n'est pas acquis définitivement. Une réévaluation a lieu tous les quatre ans. Suivant les résultats obtenus, les communes peuvent encore recevoir le label "Cité énergie gold", comme Berne, Bâle, Neuchâtel, Delémont et d'autres villes encore.

Sous l'impulsion de la motion interpartis de Daphné Rüfenacht et Peter Isler, adoptée le 20 septembre 2007, notre Commune a commencé les démarches en 2008 et a reçu le label en octobre 2008, avec un résultat global de 53% d'objectifs atteints. Je salue cette initiative et son résultat. Il n'est pas trop tard pour bien faire.

Dans le document du Conseil municipal, le résumé des résultats de l'expertise montre les domaines analysés. Les domaines "Aménagement du territoire, constructions" et "Mobilité" ont obtenu de bonnes moyennes, supérieures à 50%. Les domaines "Installations et bâtiments municipaux" et "Approvisionnement, élimination" se situent au-dessous de la moyenne de 50%, ce qui est moins bon. Avec 58%, le domaine "Organisation interne" se situe dans le vert. Seul le secteur "Nouveaux modèles de financement" se distingue par son évaluation à 20%. Avec 45% le domaine "Communication, coopération" est légèrement inférieur à l'objectif de 50%. Ce label ne nous permet pas de nous enorgueillir, il doit nous inciter à définir un plan d'action pour les quatre ans à venir. C'est ce que le Conseil municipal nous propose. Les mesures seront définies jusqu'à la fin de l'été. J'ai une question à Madame la Directrice de la sécurité:

Comment le pilotage de ce dossier va-t-il se faire et par qui?

En effet, le dossier a été déposé par la Direction des travaux publics, mais aujourd'hui, il est présenté par la Direction de la sécurité. J'ai appris, par ailleurs, que la préposée à l'énergie de la Ville va nous quitter. Que va-t-il se passer?

Finalement, la Commission de gestion vous recommande d'accepter ce financement spécial avec une recommandation: les mesures doivent être prises et mises en œuvre rapidement. Merci de votre attention.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Im Gegensatz zur vorhergehenden SF handelt es sich hier wieder um eine SF, der die Fraktion Forum nicht zustimmen kann, denn sie weist das gleiche Problem auf, wie ich zu Beginn erwähnt habe: Es geht um irgendwelche Projekte. Ein Grossteil dieser Vorhaben haben laut Bericht mit bauen zu tun. Schauen Sie aber die Baugeschäfte an, die das Parlament in letzter Zeit verabschiedet hat: Bei fast allen Baugeschäften stimmte der Stadtrat dem Minergielabel zu - und zwar sowohl die Linke wie die Rechte! In dieser Frage ist sich der Stadtrat also einig. Die Fraktion Forum ist der Meinung, dass es keine solche SF benötigt. Liegt irgendeinmal ein Projekt vor, das nicht als Baugeschäft abgewickelt wird, sondern eher ein Planungsgeschäft ist und eine Begleitung erfordert, so haben wir immer noch eine SF, die wir einsetzen können. Das ist ja eben so schön bei den vielen SF: Wir finden immer eine, die wir beiziehen können! Es gibt nämlich eine, die sehr gut ist: Die SF Buchgewinne. Wenn Sie das Reglement über die SF Buchgewinne aus Liegenschaften des Finanzvermögens (SGR 680.93) lesen, stellen Sie fest, dass in Artikel 3 - Verwendung der Mittel (bst. e) festgehalten wird: "für weitere Zwecke gestützt auf Beschlüsse des finanzkompetenten Organs." Mit dieser SF können wir alles finanzieren! Es braucht somit alle anderen SF nicht!

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: Le Groupe des Verts accueille ce financement spécial avec une satisfaction toute particulière. Il permettra d'impulser des mesures que nous préconisons depuis longtemps (recours accru aux énergies renouvelables, mesures d'efficacités énergétiques, améliorations des standards des bâtiments municipaux, efficacité accrue dans le domaine de l'eau). Il permettra aussi de lancer des projets de production d'énergie propre et de combler des retards. Il y a beaucoup de besoins et ces 4 mio. fr. suffiront pour commencer. Les mesures prises sont plus importantes que le label. Ce label est un indicateur important, qu'il faut soigner. Nous appelons à soutenir ce Règlement.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Ich danke für die meist zustimmenden Worte. Es gibt auch Stadtratsmitglieder, die der Vorlage aus grundsätzlichen Überlegungen nicht zustimmen können - man kann durchaus dieser Meinung sein. Die GPK-Sprecherin hat das Geschäft gut zusammengefasst. In einem Punkt möchte ich sie aber korrigieren: Der Anstoss dazu, dass die Stadt Biel das Energiestadtlabel erhielt, kam weder von den Grünen noch von der SP, sondern von der SVP. Am Anfang stand ein Vorstoss von Herrn Grob, welcher erheblich erklärt worden war. Dieser verlangte, die Stadt solle sich um die Erlangung des Energiestadtlabels bemühen. Ich muss sagen, dass es ein toller Vorstoss war, und dass es die Grünen noch heute "wurmt", dass die SVP zuerst auf diese Idee gekommen ist. Nun, es geht ja um das Ziel und dieses konnte erreicht werden, wenn auch zögerlich. Die Stadt erreichte das Label nur knapp und sie muss dafür sorgen, dass sie es nicht wieder verliert. Zudem hat der Gemeinderat auch noch weiterführende Ambitionen. Er möchte nicht immer um Werte um die 50% herumdümpeln. Der Gold-Standard ist zwar noch etwas gar weit weg, aber die Stadt möchte sich in den kommenden Jahren verbessern.

Beim Energiestadtlabel handelt es sich - ähnlich wie beim Sicherheitskonzept - um direktionsübergreifende Aufgaben. Es ist nicht nur die Bau- oder die Sicherheitsdirektion von diesem Thema betroffen, auch Herr Moeschler und die Liegenschaftsverwaltung, ja eigentlich die ganze Stadt ist betroffen. Jede Direktion konnte einen Mitbericht für Massnahmen verfassen und aufzeigen, welche Ansatzpunkte für eine Verbesserung der Erfüllung des Labels bestehen. Der Gemeinderat wird noch vor den Sommerferien über Massnahmen für die nächsten Jahre entscheiden. Es liegen also bereits Vorschläge auf dem Tisch. Diese kosten natürlich etwas! Nur wird zu Recht moniert, Herr Klopfenstein sei doch für das Dossier Energiestadtlabel zuständig. Wie die GPK-Sprecherin richtig aufzeigte, liegen die grossen Defizite aber im Bereich erneuerbare Energie und Energie-Effizienz. Diese Themen gehen zwar alle Direktionen etwas an, stellen aber ein Kernthema der Sicherheitsdirektion dar. Deshalb wurde die Vorlage meiner Direktion angegliedert. Auf die Frage der GPK ist zu sagen, dass ich im Moment noch auf der Liste von Herrn Trösch für die 4 Mio. Fr. stehe (falls diese heute tatsächlich gesprochen werden). Das soll selbstverständlich nicht so bleiben. Das dringliche, überparteiliche Postulat 20090188 thematisiert die Neubesetzung, bzw. die Angliederung des/der Beauftragten für Nachhaltigkeit und Umwelt. Auch die Sicherheits- und Energiedirektion macht sich dazu Gedanken. Morgen wird eine Sitzung stattfinden. Der Baudirektor ist für eine entsprechende Diskussion offen. Je nach dem wie die Diskussion im Gemeinderat und anschliessend im Stadtrat verläuft, wird klar, wer sich künftig um dieses Anliegen kümmern wird. Es ist dem Gemeinderat wichtig, dass dieses Thema direktionsübergreifend behandelt, egal welcher Direktion die Stelle des Beauftragten für Nachhaltigkeit und Umwelt auch angegliedert wird. Im Energiebereich sind viele Dossiers zu behandeln, wie eine Zusammenstellung aller hängigen parlamentarischen Vorstösse aufzeigt, welche mit dem Energiestadtlabel in Zusammenhang gebracht werden können. Der Bereich Mobilität gehört in den Aufgabenbereich der Baudirektion. Wie Sie dieser Vorlage entnehmen können, erzielt die Stadt in diesem Bereich bereits ein gutes Resultat. Ich kann Ihre Frage also noch nicht abschliessend beantworten. Da der Gemeinderat bereits viele gute Ideen hat, die er gerne umsetzen möchte, bitte ich Sie, ein Zeichen zu setzen, damit zügig weiter an diesem Thema gearbeitet werden kann. Sie haben vorhin die finanziellen Prognosen vernommen. Es ist nicht einfach, zu entscheiden. Im Moment muss alles

auf die Waagschale gelegt und abgeschätzt werden, was realisierbar ist. Danke für Ihre Zustimmung.

Grünenwald Samuel, UDF: Madame Schwickert vient de nous dire que nous avons tout juste obtenu ce label. Il faut faire tout ce que nous pouvons pour le maintenir. Il est question d'économie, d'écologie. J'aimerais demander à la Directrice de la sécurité, Madame Schwickert, si elle sait pourquoi les lumières de la Ville sont allumées si tôt en été. Elles sont allumées pratiquement une heure trop tôt car il fait encore assez jour au moment où elles s'enclenchent.

Grivel-Pierre-Yves, PRR: Je ne sais pas si le label "Cité de l'énergie" et le financement spécial ne sont pas identiques en français et en allemand. À l'art. 3 du Règlement, en allemand "Aufnung", il est mentionné 4 mio. fr. et en français "Alimentation", il est noté 2 mio. fr. Puis-je avoir les 2 mio. fr.?

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Die deutsche Version ist richtig. Die vier Millionen setzen sich aus je 2 Mio. Fr. aus der Rechnung 2008 und der Rechnung ESB 2008 zusammen. Leider hat ausser Ihnen niemand den Fehler in der französischen Version bemerkt.

Noch ein Wort zur Beleuchtung: Herr Grünenwald, ich nehme Ihr Anliegen gerne entgegen. Der Zeitpunkt zum Einschalten der Beleuchtung ist der eine Aspekt, der andere ist die Energieeffizienz bei der städtischen Beleuchtung. Bei letzterem hat die Stadt sehr schlecht abgeschnitten. Das Problem muss angegangen werden, ohne dabei die Sicherheit zu gefährden.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: J'aimerais rassurer Monsieur Grivel et Madame Schwickert: j'avais vu la correction à faire de 2 à 4 mio. fr. dans le texte français. J'allais le préciser avant d'arriver au moment du vote. **À la version française du Règlement de ce financement spécial, l'art. 3, lettre a): 4 mio. fr. et non de 2 mio. fr. à la charge du compte communal 2008.**

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal 3 avril 2009 concernant "Règlement du financement spécial relatif au programme de mesures de mise en œuvre du label "Cité de l'énergie"", et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 4, let. h du Règlement de la ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** :

Le projet de Règlement du financement spécial pour des mesures de mise en œuvre du label "Cité de l'énergie" est approuvé et mis en vigueur.

140. 20090075 Approbation de crédits additionnels à la charge du compte communal 2008

Rüfenacht Martin, GPK: Die GPK stimmt diesem Geschäft grundsätzlich zu. Bereits im Jahr 2008 wurde der Stadtrat mit einer solchen Liste konfrontiert und genehmigte

diese. Damals wurde sie quasi als Fehlerliste korrigiert und auf den ersten Blick sieht es diesmal ähnlich aus. Viele der aufgeführten Beträge konnten mit anderen Konten kompensiert werden. Dies ist an und für sich in Ordnung. Trotzdem hat das Geschäft einen etwas faden Beigeschmack, denn es geht um gut 18,7 Mio. Fr. und nicht um einen kleinen Betrag. Unterlagen in der GPK-Mappe ergaben zudem, dass Auszahlungen, bzw. Umbuchungen, ohne Anträge an den Gemeinderat erfolgt sind. Die Frage der GPK, die sie dem Gemeinderat vorgängig gestellt hat, lautet deshalb: Stellen diese Umbuchungen einfach eine administrative Korrektur dar (also einen rein buchhalterischen Akt)? Wie konnte es überhaupt passieren, dass Beträge ausgegeben, bzw. in Direktionen umgebucht werden, ohne dass der Gemeinderat dies beschlossen hat, ja nicht einmal eine Ahnung davon hatte? Wenn es sich tatsächlich um eine administrative Korrektur handelt, so stimmt die GPK dem Geschäft zu. Die gestellte Frage hätte sie gerne noch beantwortet.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Es wird tatsächlich beantragt, Nachkredite von insgesamt 18,7 Mio. Fr. zu sprechen. Beim Studium der Unterlagen können Sie feststellen, dass fast zwei Drittel dieser Nachkredite auf zwei Posten zurückzuführen sind (Elektrizität und Gas). Gleichzeitig wurden auch mehr Einnahmen erzielt. Meiner Meinung nach sind dies formelle Nachkredite, die nicht wirtschaftlich ins Gewicht fallen. Im Gegenteil: Aus den Käufen ergaben sich zusätzliche Erträge, die der Kasse gut taten... Leider habe ich die Frage nicht ganz mitbekommen. Der grösste Teil der Nachkredite wird innerhalb der einzelnen Abteilungen und Direktionen kompensiert. Es gibt tatsächlich Nachkredite, die erst bei der Rechnungsstellung entdeckt werden. Dies war vermutlich Ihre Frage. Dazu gibt es drei Gründe. Erstens: Es gibt Bereiche, zu welchen die Zahlen erst am Jahresende bekannt werden, weil sie von dritter Seite zur Verfügung gestellt werden (Kanton usw.). Es ist klar, dass es unmöglich ist, einen entsprechenden Nachkredit zu verlangen, bevor diese Zahlen bekannt sind. Zweitens: Hier handelt es sich um Beträge, die aus Nachlässigkeit nicht bemerkt werden. Wir sind verantwortlich für die entsprechende Korrektur. Leider gibt es auch noch eine dritte Sorte: Es gibt gewisse Spezialisten, die zwar wissen, dass sie einen Budgetposten überschritten haben, aber fahrlässigerweise keinen Nachkredit verlangen. Zum Glück kommen diese Fälle in letzter Zeit immer seltener vor. Ich hoffe, dass diese künftig mit den neuen Verantwortlichkeiten ausgeschlossen werden. Der erste Fall kann nicht verhindert, der zweite sollte möglichst vermieden und der letzte Fall muss verhindert werden. Die GPK ist eingeladen, die Details bei den zuständigen Direktionen einzuholen. Ich kann nämlich nicht jeden Fall einzeln beantworten.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 3 avril 2009 concernant "Approbation de crédits additionnels à la charge du compte communal 2008", et s'appuyant sur l'art. 39, al. 2, let. b du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

Les crédits additionnels suivants d'un montant total de 18'726'372fr. 36 sont approuvés:

• N° de compte 220.31400001, Immeubles	Fr.	147'794.95
• N° de compte 280.3100000, Informatique et logistique	Fr.	134'743.34
• N° de compte 280.31500000, Informatique et logistique	Fr.	246'456.41
• N° de compte 280.31800000, Informatique et logistique	Fr.	280'385.86
• N° de compte 323.30100000, Commissariat Commerce et santé	Fr.	169'496.50
• N° de compte 343.30900000, Protection civile	Fr.	123'777.75
• N° de compte 360.30100000, Population	Fr.	101'031.15
• N° de compte 424.31200000, Écoles primaires et secondaires	Fr.	262'977.87
• N° de compte 424.31400000, Écoles primaires et secondaires	Fr.	111'983.60
• N° de compte 540.31400000, Constructions	Fr.	136'182.06
• Écoles gardiennes, n° de compte 828.41700000	Fr.	107'240.10
• Établ. médico-social du Ried, n° de compte 890.44200000	Fr.	153'461.08
• Établ. médico-social du chemin Redern, n° de compte 893.31000000	Fr.	131'230.25
• Établ. médico-social du chemin Redern, n° de compte 893.39000000	Fr.	278'658.74
• Électricité, n° de compte 900.3000000	Fr.	2'458'000.67
• Électricité, n° de compte 900.3100000	Fr.	135'979.40
• Électricité, n° de compte 900.3250000	Fr.	373'419.90
• Électricité, n° de compte 900.5600000	Fr.	356'534.17
• Gaz, n° de compte 902.3000000	Fr.	10'623'554.30
• Gaz, n° de compte 902.3250000	Fr.	234'531.54
• Gaz, n° de compte 902.41000000	Fr.	213'793.83
• Gaz, n° de compte 902.5600000	Fr.	181'398.00
• Gaz, n° de compte 902.5750000	Fr.	324'216.17
• Eau, n° de compte 904.3250000	Fr.	329'315.47
• Eau, n° de compte 904.5600000	Fr.	255'806.95
• Services, n° de compte 906.3550001	Fr.	148'500.95
• Services, n° de compte 906.4100000	Fr.	291'103.73
• Services, n° de compte 906.5100000	Fr.	414'797.62

141. Comptes communaux 2008

Entrée en matière

Liechti Gertsch Teres, GPK: Die Rechnung 2008 schliesst - wie wir bereits hinlänglich gewürdigt haben - mit einem weiteren Rekordresultat (Rechnungsüberschuss) ab. Wir sind in der etwas seltsamen Lage, auf eine düstere Zukunft zu blicken und gleichzeitig das Rekordjahr 2008 kommentieren zu müssen. Das gute Ergebnis gibt uns ein Polster, über welches wir froh sein können. Es ist das

zehnte gute Rechnungsergebnis in Folge (37,1 Mio. Fr. Überschuss). Wenn wir beachten, dass die budgetierten 5,9 Mio. Fr. aus der SF Buchgewinne nicht beansprucht werden mussten und ein Defizit von über 11 Mio. Fr. budgetiert war, so klaffen Budget und Rechnung 2008 um 54,7 Mio. Fr. auseinander. Positiver gesagt: Wir haben eine Verbesserung der Rechnung gegenüber dem Budget um fast 55 Mio. Fr. Ich hatte mir notiert, die Diskussion werde wohl denen des Vorjahres gleichen: Der Stadtrat werde fragen, wie dies denn möglich sei, ob nicht gut budgetiert worden sei und der Gemeinderat werde sagen, der Stadtrat soll doch froh sein. Er hat es bereits gesagt und er hat Recht. Wir wollen uns auf die Analyse des Überschusses von 37,1 Mio. Fr. konzentrieren. Es ist festzuhalten, dass höhere Steuereinnahmen zu verzeichnen sind (34 Mio. Fr. mehr als budgetiert). Vom berühmten Einzelfall wurde bereits gesprochen. Es gab aber auch sonst noch erfreuliche Überraschungen. Man kann nicht sagen, es sei schlecht budgetiert worden. Herr Stauffer budgetierte für das Jahr 2008 im durchaus logischen Rahmen. Sowohl bei den natürlichen wie bei den juristischen Personen wurden Mehreinnahmen erzielt. Es ist erfreulich, dass die SteuerzahlerInnen zugenommen haben - dies durch Neuansiedlungen von Unternehmen und Zuzüge von natürlichen Personen. Die steuerpflichtige Bevölkerung ist im Jahr 2008 um fast 1'000 Personen gewachsen. Dies ist überaus erfreulich. Der Steuerverwalter ist also nicht zu tadeln - ganz im Gegenteil, wir wollen ihm für seine kompetente Arbeit danken, auch für seine Vertretung Biels in anderen Gremien in Steuerangelegenheiten (wie beispielsweise Konferenz der städtischen Steuerverwalter, die er präsidiert).

Weitere Erklärungen für den Rechnungsüberschuss sind Buchgewinne über 12 Mio. Fr., wobei es dieses Mal nicht ein einzelner grosser Brocken war, sondern dieser Betrag summierte sich auf hohem Niveau aus vielen einzelnen Beträgen (beispielsweise 2 Mio. Fr. aus dem Verkauf des Ferienheims Grindelwald, welche der SF Neubau und Unterhalt der städtischen Schulgebäude zufließen oder 4 Mio. Fr. aus dem Terrainabtausch mit der Erbgemeinschaft Habegger usw.). Die GPK hat die detaillierte Zusammenstellung erhalten. Auch ist ein kleinerer Aufwand zu verzeichnen. Es lohnt sich, einen Satz zu den Passivzinsen zu verlieren, denn diese sanken um einige Mio. Fr.. Zum letzten Mal waren sie 1989 auf gleich tiefem Niveau. 1990 zahlte die Stadt Biel 26 Mio. Fr. Passivzinsen. Heute sind wir bei 14 Mio. Fr.. Gegenüber 2007 sind sie - dank guter Bedingungen auf dem Kapitalmarkt und guter Rechnungsabschlüsse - erneut um 1,7 Mio. Fr. gesunken. Das ist gutes Geld und wir sind froh darüber. Es ist jedoch nicht so, dass die Stadt Biel im Jahr 2008 weniger investiert hätte (Sie konnten die entsprechenden Zahlen lesen). Es wurde viel investiert! Das macht den guten Rechnungsabschluss doppelt bemerkenswert. Grosse Investitionen bedeuten auch entsprechende Abschreibungskosten. Das gute Rechnungsergebnis entstand also nicht auf Kosten der Investitionstätigkeit. Mit insgesamt 33,2 Mio. Fr. gab es fast 10 Mio. Fr. mehr Nettoinvestitionen als 2007 (23,7 Mio. Fr.). Trotz hoher Investitionen und Abschreibungskosten verfügen wir über den hohen Selbstfinanzierungsgrad (in Prozenten der Nettoinvestitionen) von 145,4. "Biel boomt", kann man zu diesem Superjahr nur sagen. Carpe diem! Geniessen wir das gute Ergebnis. Wir können dieses Polster für schwierige Jahre gut brauchen! Zur ungedeckten Schuld im Rückblick auf 10 Jahre: Dieser Aspekt ist dem Finanzdirektor jeweils wichtig (und er darf es auch sein). Von 1999 bis 2008 konnte die Gesamtverschuldung kontinuierlich reduziert werden. 1999 lag sie noch bei 129 Mio. Fr., heute liegt sie nominal bei 75 Mio. Fr. (real, unter Einbezug der Teuerung wäre sie nur noch 37 Mio. Fr. und wir hätten sie theoretisch mit dem

Rechnungsüberschuss zurückzahlen können). Dies ist ein guter Wert! Die GPK mahnt zur Vorsicht bei Vergleichen mit anderen Städten, weil nicht vergleichbare Bedingungen herrschen. Der Vergleich mit den Zahlen Biels der letzten 10 Jahre ist aber durchaus gerechtfertigt und hoch erfreulich. Die 10 guten Rechnungsabschlüsse zeitigten ihre Wirkung. Die GPK dankt allen Beteiligten herzlich, allen voran dem Vermögensverwalter, Herrn Trösch, dem Gemeinderat für seine insgesamt kluge Finanzpolitik, dem Steuerverwalter, der Verwaltung für ihr sorgfältiges Budgetieren und ihr gewissenhaftes Haushalten. Die Verwaltung budgetiert jeweils genau und geht mit den öffentlichen Mitteln sorgsam um, was auch aus dieser Rechnung ersichtlich ist. All diese interessanten Zahlen können Sie dem Jahresbericht zur städtischen Finanzlage entnehmen. Auch diesen verdanke ich.

Nun zur Rechnungsprüfung durch die BDO Visura. Unter Punkt 18 auf der Traktandenliste steht die Wahl einer privatrechtlichen Revisionsstelle für 2009 - 2012. Die GPK wird unter diesem Punkt noch auf die Wahl zu sprechen kommen, aber eine Bemerkung möchte ich bereits hier anbringen (ich werde bestimmt nicht wiederholen, was ich jetzt sage): Seit 2001, als die Finanzkommission mit der GPK zusammengelegt worden war, hat die GPK die Funktion des Rechnungsprüfungsorgans inne. Der rein fachliche Teil wurde "ausgelagert". Die eigentliche detaillierte Rechnungsprüfung nimmt die vom Stadtrat gewählte Revisionsstelle vor. Sie wurde heute Abend bereits einige Male erwähnt. Zurzeit ist dies die BDO Visura. Es muss eine privatrechtlich oder öffentlich-rechtlich organisierte Revisionsstelle sein, welche den Erfordernissen des kantonalen Rechts entspricht (siehe auch Art. 38, Abs. 5 der Stadtordnung SGR 101.1). Die GPK trifft sich nach erfolgter Hauptrevision jeweils an einer ihrer Sitzungen mit den Fachleuten des Rechnungsprüfungsorgans zu einem Gespräch und erstattet daraufhin dem Gemeinderat Bericht über ihre Feststellungen und Einschätzungen. In diesem Schriftwechsel mit dem Gemeinderat werden jeweils verschiedene Punkte geklärt, die einen rasch, bei den anderen (den wichtigeren) dauert es manchmal etwas länger. Letztere werden über eine längere Zeit begleitet und eine Klärung wird angemahnt und in die Wege geleitet. Der Stadtrat gewährte heute für eine Motion der GPK die Dringlichkeit. Diese fällt ebenfalls unter dieses Thema. Wie Frau Stöckli Schwarzen erwähnte, geht es um die aktuelle Unterstellung der Finanzkontrolle unter die Finanzverwaltung. Diese Regelung ist nicht ganz ohne. Aufgrund der aktuell involvierten Personen (dem Finanzverwalter, Herrn Trösch, und der Leiterin der Finanzkontrolle, Frau Flückiger) funktionierte diese Regelung bis anhin gut. Wir wissen aber, dass eine Angelegenheit nicht personenabhängig organisiert werden darf. Vielmehr geht es um das System als solches. Die GPK ist deshalb der Meinung, dass eine andere, unabhängigere Lösung gefunden werden sollte (viele Städte haben bereits eine solche eingeführt). Der Zeitpunkt dafür ist mit der Verwaltungsreform optimal.

Ich komme auf das Rechnungsergebnis 2008 zurück: Die GPK dankt allen Beteiligten. Die Zuweisungen des Rechnungsüberschusses (siehe Beschlussesentwurf Seite 29/30) erachtet die GPK als richtig und stellt keine abweichenden Anträge. Sie beantragt Ihnen, die Rechnung 2008 mitsamt den Zuweisungen (1a - 1i) zu genehmigen und auf diese Rechnung einzutreten. Merci de votre attention.

Bösch Andreas, Fraktion Grüne Biel: Heute erlebe ich die zehnte Diskussion zu einer Rechnung seit meinem Eintritt in den Stadtrat. Ehrlicherweise muss ich sagen,

dass es nicht einfacher wird, obwohl ich das immer hoffe. Offensichtlich bleibt es für mich ein sehr schwieriges Thema. Die Rechnung 2008 schliesst einmal mehr besser als budgetiert ab - ja sogar mit einem Überschuss. Diese Tatsache allein ist jedoch noch kein Garant, dass alles in Ordnung und alles gut gelaufen ist. Der Fraktion der Grünen ist es wichtig, im Bewusstsein zu behalten, dass die Gemeinderechnung nicht mit einem Gewinn abschliesst. Aus Sicht der Grünen kann eine Gemeinde gar keinen Gewinn erzielen, weil sie eine "Nonprofit-Organisation" ist. Die Überschüsse sollten deshalb wieder als Investition in die Gemeinde zurückfliessen, was mit den Zuweisungen an die SF ja auch geschieht. Wir wollen uns nicht bereichern, sondern wir streben an, dass sich die Gemeinde weiterhin entwickelt und wandelt, denn das muss sie tun. Wie die Fraktion der Grünen bereits erwähnte, ist sie damit einverstanden, dass in den SF zielgerichtet Mittel bereitgestellt werden. Wenn bei der Rechnungsdebatte nicht der Gewinn, bzw. der Verlust im Zentrum steht (weil es sich nicht um eine Unternehmung handelt), so fragt sich, was denn sonst? Die Fraktion der Grünen versteht die Rechnung als einen Nachweis, ob und wie die Gemeinde den ihr übertragenen Aufgaben und ihren Zielsetzungen nachgekommen ist. Die Frage lautet also: Hat die Gemeinde ihre Aufgaben erfüllt und ihre Zielsetzungen erreicht? Sie ist angesichts der Papierfülle, die vor uns liegt, schwierig zu beantworten. Die Grünen fragen sich, ob die Rechnung wirklich immer gleichzeitig mit wichtigen Geschäften unterbreitet werden muss, denn die zweite Juni-Sitzung ist Jahr für Jahr eine Monstersitzung. Die Mitglieder unserer Fraktion können sich nur auf einzelne Bereiche konzentrieren. Niemand von uns würde behaupten, dieses Geschäft ganz zu durchblicken - erst recht nicht die gesamte Sitzung von heute und morgen. Ein Beispiel: Ein Fraktionsmitglied begann, Zahlen bezüglich Personal zusammenzuzählen und zu untersuchen, ob diese zu- oder abgenommen hätten. Dabei fand es heraus, dass im Jahr 2008 weniger ausgegeben wurde als budgetiert. Womit soll das nun verglichen werden? Ist dies positiv oder negativ zu werten? Soll eher mit dem Budget oder mit dem Rechnungsabschluss 2007 verglichen werden? Vielleicht müsste man für diesen Bereich besser nicht die Rechnung, sondern den Geschäftsbericht studieren (dieser macht ja ebenfalls Aussagen über das Personal: Beispielsweise gibt es eine Fluktuation von 5% - dies jedoch ohne Berücksichtigung der Heime und Krippen. Weshalb sind diese ausgenommen?). Wie und wo sollen wir uns ein Bild über das Personal machen?

Zugegeben: Über einen positiven Abschluss lässt sich einfacher befinden als über einen negativen. Aber es kann auch trügerisch sein. "Es ist ja gut herausgekommen", könnte das eine oder andere etwas weniger kritische Stadtratsmitglied sagen. Einige Voten werden eventuell auf gewisse Aufgaben, Dienstleistungen und Zielsetzungen hinweisen und kritische Fragen stellen. Dass soll der Stadtrat auch tun; das ist schliesslich seine Aufgabe! Er soll verfolgen, wie die Geschäfte in der Stadt Biel abgewickelt wurden. Alles in allem hat die Fraktion der Grünen ein gutes Gefühl. Die Gemeinde Biel scheint auf Kurs zu sein. Die Aufgaben werden wahrgenommen, die Zielsetzungen verfolgt und es wird in die Richtung investiert, die wir wünschen (auch wenn dies noch vermehrt der Fall sein könnte). Für die Fraktion der Grünen ist es wichtig, darauf hinzuweisen, dass es viele Aufgaben gibt, wo nicht gespart werden kann und wo wir am Ball bleiben müssen. Danke.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum schliesst sich grossmehrheitlich den Ausführungen der GPK-Sprecherin an. Die Gemeinderechnung 2008 schliesst sehr erfreulich ab. Es sind "Sondereffekte"

festzustellen, die nicht beeinflusst werden können. Diese nehmen wir mit Freude zur Kenntnis. Es gibt Posten in der Rechnung, die die Stadt sehr wohl beeinflussen kann (z.B. Sachaufwand). Aus der Rechnung ist ersichtlich, dass die Verwaltung mit den Ausgaben sehr diszipliniert umgeht, was die Fraktion Forum freut. Bezüglich der Verwendung des Gewinns (es ist trotz allem ein Gewinn, ein Ertragsüberschuss, auch wenn - wie es scheint - nicht von Gewinn gesprochen werden sollte...) ist die Fraktion Forum nicht der gleichen Meinung wie der Gemeinderat und sie wird sich bei der Abstimmung entsprechend verhalten. Sie empfiehlt aber Eintreten in die Debatte.

Isler Peter, Fraktion SP: Was soll man sagen, wenn uns der Gemeinderat eine äusserst erfreuliche Rechnung vorlegt - dies zum achten oder zehnten Mal? 37 Mio. Fr. beträgt der Rechnungsüberschuss dieses Jahr. Man kann sich nur freuen und man darf alle, die daran beteiligt sind, loben. Die Verwaltung, die Chefbeamten, das Personal, die Betriebe, der Gemeinderat - sie alle sind zu beglückwünschen. Und wir haben uns auch bei den SteuerzahlerInnen zu bedanken (wie Herr Arnold dies soeben bemerkte). Wir sprechen über die Finanzen, über den exzellenten Zustand der städtischen Finanzlage. Sie wissen, dass unser Finanzminister ein Sozialdemokrat ist. Ich spreche hier im Namen der Fraktion SP. Es ist ein wenig heikel... Ich gestatte mir trotzdem in aller Unbescheidenheit, unseren Stadtpräsidenten und Finanzdirektor zu beglückwünschen. Lieber Herr Stöckli, lieber Hans, es wird ab und zu auf Dir herumgehackt und Du scheinst es zu ertragen. Das Gegenteil darf auch sein und vielleicht freut es Dich, wenn ich im Namen der Fraktion SP sage: Was Du in den letzten zehn Jahren mit unseren Finanzen angestellt hast, ist ziemlich sensationell. Du hast es nicht allein geschafft, aber Du bist der "Spiritus Rector". Der Rechnungsüberschuss beträgt dieses Jahr 37 Mio. Fr. und wir haben genug über dessen Verwendung diskutiert. Wir alle (die Linke und Rechte) möchten das Geld sinnvoll einsetzen, umso mehr als es in den nächsten Jahren möglicherweise weniger sein wird. Wir reden viel von Geld und sind uns nicht immer bewusst, dass Geld nicht das Ziel sein darf. Gesunde Finanzen sind nicht das Ziel, sondern das Mittel, um die Aufgaben zu erfüllen, die die BürgerInnen dem Staat übertragen. Dies sollte übrigens auch für private Unternehmungen so sein - sollte! Viele haben vergessen, dass das Unternehmen als Element der Gesellschaft eine Aufgabe zu erfüllen hat. Das trifft auch auf Banken zu. Ich meine damit, dass sie eine andere Funktion haben, als uns an den Rand des Zusammenbruchs zu führen! Vorliegend geht es aber um den Staat und seine Aufgaben. Die Stadt soll nicht so viel wie möglich tun, sondern, sie soll Dinge *ermöglichen*. Das ist nicht das Selbe. Die Stadt soll Bedingungen schaffen, die eine Entwicklung der Gesellschaft erlauben und sie soll diese Entwicklung auch überwachen, steuern und regulieren. Jetzt darf man das auch bei der Rechten wieder sagen. Niemand meint mehr, Regulierung sei schlecht und Deregulierung sei gut. Es gibt Dinge, die Privatpersonen besser können und es gibt Dinge, die der Staat besser kann - oder eher Dinge, die *nur* der Staat kann, beispielsweise der Erhalt sozialer Gerechtigkeit, der Schutz der Umwelt oder kommender Generationen und die Kultur. Dazu braucht der Staat Geld und der Stadtrat hat darüber befunden. Geld ist das Mittel zur Entwicklung unserer Stadt. Es braucht aber nicht nur Geld, sondern auch Worte. Manchmal wünschen wir uns aus berufenem Munde mehr Unterstützung für Soziales, Kultur und Umwelt, nicht nur immer wieder für wirtschaftliche Belange, die natürlich ebenso wichtig sind, aber nicht alleine wichtig!

Wo kommen die 37 Mio. Fr. her? Natürlich kann man sagen, der Gemeinderat, den wir beglückwünschen, könne nichts dafür, dass die Einnahmen aus Steuern in den letzten Jahren stetig gestiegen sind. Oder vielleicht doch? Ist es nicht das Resultat einer gescheiterten Politik? Menschen und Unternehmen kommen nach Biel, weil sie sich angezogen fühlen (aus welchen Gründen auch immer), weil Biel attraktiv ist. Wenn das stimmt, so hat der Staat seine Aufgabe erfüllt. Übrigens gibt es auch Menschen, die die Stadt Biel wegen (und nicht trotz!) ihres multikulturellen Charakters schätzen - wenn Sie wissen, was ich meine... Die Fraktion SP empfiehlt, auf die Rechnung einzutreten. Wir wissen, dass wir nicht "Nichteintreten" beschliessen können. Irgendwann werden wir dieses Vorgeplänkel einfach "allgemeine Stellungnahmen" nennen. Ich bedanke mich für Ihre Aufmerksamkeit.

Sutter Andreas, Fraktion SVP: Nach so viel Lobhudelei gibt es vermutlich nicht mehr viel zu sagen. Ich schliesse mich in weiten Teilen den VorrednerInnen an. Herzlichen Dank all jenen, die an diesem Resultat beteiligt waren. Erfolg soll nicht budgetiert werden und Glück noch viel weniger. Die Stadt Biel hatte tatsächlich Glück und sie hat auch Erfolg. Das Umgekehrte sollte man sicher auch nicht tun. Deshalb wünsche ich viel Glück für den weiten Weg von den minus 45 Mio. Fr. zu einem ausgeglichenen Budget 2010. Es ist nicht erstaunlich, dass der Gemeinderat mit relativ bescheidenen Prognosen in den Rat kommt. Es wäre fatal, allzu euphorisch zu prognostizieren, denn die Begehrlichkeiten liegen auf dem Tisch. Ob Links oder Rechts irrt, spielt keine Rolle. Auch ich würde als Finanzminister mit dieser Taktik arbeiten, denn Begehrlichkeiten zu wecken, ist fatal. Noch eine Bemerkung zu Herrn Isler: Ich würde die Aufgaben von Privaten und der öffentlichen Hand nicht so scharf unterscheiden. Es gibt viele öffentliche Aufgaben, die von privatwirtschaftlich strukturierten Organisationen erbracht werden. Beispielsweise liegt vor Ihnen auf dem Tisch der Geschäftsbericht der Spitalzentrum Biel AG. Umgekehrt werden von der öffentlichen Hand auch private Aufgaben erfüllt. Unsere Fraktion ist der Meinung, dass diese eher den privaten Unternehmungen überlassen werden sollte. Die Grenzen beginnen sich zu verwischen. Man kann nicht mehr so scharf unterscheiden. Früher war die Post der verlängerte Arm der Justiz. Aber auch die Post wird privatisiert. Heute scheint möglich zu sein, dass der Brief bezüglich Vollzug eines Gerichtsurteils von einem privaten Unternehmen zum Empfänger transportiert wird. Dies sind die Grenzen der Entwicklung, welche langsam überschritten werden. Ich wage keine Prognose, was besser wäre. Herzlichen Dank all jenen, die zum guten Resultat beigetragen haben.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich bestätige, was bereits in den vorhergehenden Debatten gesagt wurde. Die Einstellung ist richtig. Das zehnte Mal in Folge schliesst die Rechnung positiv ab. Daran sind verschiedene Akteure beteiligt. Die Freude hält sich in Grenzen. Ich kündige seit geraumer Zeit an, dass es schwieriger wird. Der 15. Oktober geht tief und wird uns noch lange echte Sorgen und Schwierigkeiten bereiten. Deshalb ist es sinnvoll, dass wir - wenn wir wissen, dass es bald zu regnen, blitzen und donnern beginnt - uns entsprechend anziehen und vorbereiten. Ich kann sagen, dass wir eine wesentlich bessere Ausgangsposition für die nächste tiefe Krise haben als beim letzten Mal. Aber die Krise wird nicht spurlos an uns vorbeigehen. Deshalb ist es sinnvoll, sich bewusst zu sein, dass beim Finanzgebaren eine Änderung nötig sein wird.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La parole n'est plus demandée. L'entrée en matière a eu lieu. Nous allons commencer le débat par direction.

Monsieur Scherrer demande une motion d'ordre.

Scherrer Martin, FPS: Angesichts des umfangreichen Geschäfts **stelle ich den Ordnungsantrag, dass die Sitzung an dieser Stelle beendet wird,** und dass wir morgen um 18 Uhr damit weiter fahren.

Vote

sur la motion d'ordre d'interrompre la séance.

La motion d'ordre est acceptée.

142. Nouvelles interventions

20090242	Dringliche Motion Hans Ulrich Köhli, Grünliberale Fehlendes Inventar von schützenswerten Naturobjekten Inventaire inexistant des objets naturels dignes de protection	BAU
20090243	Dringliche Motion Hans Ulrich Köhli, Grünliberale Keine unnötigen Rodungen im Gaswerkareal; mehr Grün- und Freiflächen in der Esplanade Pas de défrichages inutiles sur l'aire de l'usine à gaz; davantage d'espaces verts et libres sur l'Esplanade	BAU
20090244	Dringliche Motion Max Wiher, Grünliberale Anschlussvarianten für die Stossrichtung 0 Variantes de raccordement pour l'orientation 0	BAU
20090245	Dringliche Motion, Geschäftsprüfungskommission Unabhängiges städtisches Finanzkontrollorgan Organe municipal de contrôle des finances indépendant	PRA FIN
20090246	Interpellation urgente Émilie Moeschler, Groupe socialiste Quelle répression policière le Conseil municipal accepte-t-il à Bienne? Welche polizeiliche Repression akzeptiert der Gemeinderat in Biel?	SID
20090247	Motion Christoph Grupp, Grüne Biel Die Stadt Biel setzt ein positives Zeichen gegen die drohende Jugendarbeitslosigkeit ! La Ville de Bienne fait un geste positif contre la menace de chômage chez les jeunes !	PRA BSK
20090248	Motion Pierre Ogi, PSR Économies pour la Ville Ersparnisse für die Stadt	SRB
20090249	Motion Peter Moser, Forum Biel/Bienne Unabhängiges Bauinspektorat Inspection des constructions indépendante	BAU PRA
20090250	Motion Martin Rüfenacht, FDP Einsatz von ausstehenden Sozialinspektoren in Biel Engagement d'inspecteurs sociaux extérieurs à Bienne	BSK
20090251	Postulat Martin Rüfenacht, FDP Verbesserung, Optimierung der Sozialhilfequote Amélioration, optimisation du taux d'aide sociale	BSK
20090252	Postulat Fatima Simon, Verts Bienne Offrir des poubelles à la Vieille Ville Die Altstadt mit Abfalleimern ausrüsten	BAU

20090253	Interpellation Peter Moser, FDP, Marc Despont, PRR Tour de Suisse legt die Stadt lahm Le Tour de Suisse paralysé la ville	SID
20090254	Interpellation Urs Brassel, FDP Wildes Plakatieren Affichage sauvage	SID FIN
20090255	Interpellation Martin Rüfenacht, FDP Kostenkontrolle der Sozialhilfe der Stadt Biel Contrôle des coûts de l'aide sociale à Bienne	BSK
20090256	Interpellation Pierre Ogi, PSR Restructuration de l'administration Verwaltungsrestrukturierung	PRA
20090257	Interpellation Pierre Ogi, PSR Fonds spéciaux Spezialfinanzierungen	FIN PRA
20090258	Interpellation Christoph Grupp, Grüne Biel Westlicher Abschluss des Elfenauparks Finition du côté ouest du Parc Elfenu	FIN
20090259	Dringliches Postulat Hugo Rindlisbacher, Fraktion SVP/FPS "Murx am Bau?" oder neue Kunst nach SIA? "Construction bâclée ?" Ou nouvel art selon les normes SIA?	BAU
20090260	Motion Werner Hadorn, Fraktion SP Abgeltung der Polizeikosten bei Heimspielen des EHC Biel Indemnisation des frais de police lors des matches à domicile du HC Bienne	SID BSK, PRA
20090261	Motion Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste Pour une stratégie de logements à but social en ville de Bienne Strategie für Sozialwohnungen in Biel	BSK FIN
20090262	Überparteiliche Motion Franziska Molina, EVP, Martin Rüfenacht, FDP, Patrick Calegari, SVP und Sabine Kronenberg, GLP Familiensexterne Kinderbetreuung Pour un encadrement des enfants extrafamilial	BSK

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.50 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Olivier Ammann

Le chancelier a.i. / Der Stadtschreiber a.i.:

Pio Pagani

Protokoll:

Therese Käppeli

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Carole Aeschlimann

Claire-Lise Kirchhof